







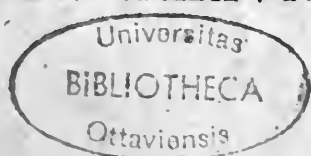


DÉNONCIATION
DE L'AGIOTAGE
A U R O I
ET A L'ASSEMBLÉE
D E S N O T A B L E S
Par le COMTE DE MIRABEAU.

Pensois-tu qu'un instant, ma vertu démentie,
Mettroit dans la balance un homme & la patrie ?
VOLTAIRE.



M. DCC. LXXXVII.



*Pour la plus grande commodité du Lecteur,
on a renvoyé les Notes à la fin de l'Ouvrage*

HG

6006

M6

1787

coll. Spic.

J'ÉTOIS à Berlin depuis près d'une année , & je comptois y passer plusieurs mois encore , lorsque j'ai appris la convocation d'une assemblée de Notables. Aussi-tôt je me suis dit : *“ dans cette occasion solennelle tu payeras le „ tribut de ton foible talent à ton pays , à „ ton Roi ”*.

Un coup d'œil rapide sur l'état des choses qui dominant , si je puis parler ainsi , les affaires du Royaume , la sagesse du Souverain , les bonnes intentions de ses Ministres , m'a convaincu , qu'éclairer mes concitoyens sur les désordres de l'Agiotage , étoit le plus grand service qu'il fût en moi de leur rendre.

Alors j'ai fait serment à la patrie de dire la vérité , sans acception de personnes & de choses , & je suis venu chercher dans la capitale les détails indispensables pour rendre utile l'ouvrage que je projettois.

Le voici cet ouvrage , fait & imprimé hors de Paris en moins de trois semaines.

Je n'ai pas la prétention de produire en si peu de tems un bon livre , mais si j'ai mal ordonné , mal exprimé mes idées , je crois

pourtant avoir rassemblé ce qu'il étoit important de dire. C'est une triste destinée pour l'amour-propre que d'être commandé par le tems , & je le fus presque toujours ; mais qui préféreroit au bonheur d'être utile , l'honneur de se rapprocher de la correction & de l'élégance ?





A U R O I.

SIRE,

Si l'ouvrage que j'apporte aux pieds de VOTRE MAJESTÉ, ne répond pas à l'importance du sujet, à la solennité de l'occasion, c'est la faute de mon esprit, ce n'est pas celle de mon cœur. J'aurois donné ma vie pour servir dignement la magnanimité de vos intentions, & la chose publique dans ce moment où vous appelez l'élite de la nation à délibérer sur ses intérêts. La brièveté du tems & mon insuffisance personnelle m'ont suscité trop d'obstacles.

Mais, SIRE, si mon ame n'a point élevé mon génie, je crois du moins avoir dit de grandes vérités. C'est l'ennemi le plus redoutable de votre Royaume, c'est l'agiotage que je dénonce à VOTRE MAJESTÉ. Il dévore vos revenus, il aggrave les charges de l'Etat, il corrompt vos sujets, il énerve votre puis-

sance ; s'il exerçoit plus long-tems ses ravages il rendroit impossibles jusqu'à vos bienfaits.

Nous ne saurions nous déguiser , SIRE , qu'il a des protecteurs aux pieds de vôtre Trône. Peut-être hélas ! vous persuaderont-ils que l'agiotage a été jusqu'ici un palliatif nécessaire , & que mes principes , ou les faits que j'allègue sont autant d'erreurs.

SIRE , il s'agit de l'honneur & du salut de la France. Daignez ne pas vous en rapporter à un seul homme sur un si grand intérêt. Vos occupations sans nombre , & la prodigieuse distance où vous êtes & devez être de ces hon-teux détails , détermineront peut-être VOTRE MAJESTÉ à ne pas juger Elle-même mon ouvrage. Elle daignera du moins le soumettre à l'examen de quelques-uns de ces citoyens vertueux , dont la voie publique a proclamé les lumières & l'impartiale intégrité. J'attendrai leur jugement , SIRE , avec l'impatience du zèle & la conscience d'avoir bien fait.

Mais si le malheur de l'Etat vouloit encore que ce vœu ne fût point exaucé ; si ma dénon-

ciation restoit sans effet..... que VOTRE MAJESTÉ me permette de tout dire ! ...

Quelqu'immenses que soient les ressources de votre Royaume , quelque absurde qu'il puisse paroître & qu'il soit dans l'ordre naturel des choses que les revenus de l'Etat ne puissent pas suffire à ses besoins , j'ose prédire que si l'agiotage n'est pas incessamment détruit , & dans ses causes premières , le moment où le meilleur des Rois , le plus ami du bien , le plus capable de privations généreuses , éprouvera la douloureuse infortune de manquer à ses engagements , ce fatal moment n'est pas éloigné. SIRE , daignez vous rappeler cette prophétie quand on osera proposer à VOTRE MAJESTÉ de signer une suspension de payemens : depuis deux ans on prépare ce jour de déshonneur.

Mais , SIRE , il est tems encore de l'éloigner à jamais. Ne doutez pas que si l'un de vos sujets a le courage de prédire ce que la plus coupable ignorance , ou la scélérate audace peuvent seules amener , en continuant

viiij

à nourrir & protéger l'agiotage , il en est un grand nombre qui sauront préserver votre Royaume de cette horrible catastrophe.

Je suis avec respect,

SIRE,

DE VOTRE MAJESTÉ,

*Le très-humble , très-obéissant
& très-fidèle serviteur & sujet ,*

Le Comte DE MIRABEAU.

Paris , le 20 Février 1787.



DÉNONCIATION DE L'AGIOTAGE A L'ASSEMBLÉE *DES NOTABLES.*



LA France seroit-elle destinée à donner encore à l'Europe le spectacle ignominieux des scènes de corruption, de désordre, de rapacité, qui ont irrémédiablement flétri les dernières années de Louis XIV, & les premières du règne de son successeur ? Notre Louis XVI seroit-il condamné à cette infortune ? La providence auroit-elle placé, je ne dirai pas les bornes de l'empire françois, (éh ! que manque-t-il à son étendue) mais les limites de sa gloire, de son bonheur, dans une indélébile légèreté ? Les leçons du passé, nos propres lumières, les exemples de nos rivaux ne produiront-ils rien pour la nation ? Serions-nous condamnés à ne figurer sur ce globe que comme des enfans doués des plus heureuses dispositions, mais incapables de surmonter les causes qui nous retiennent dans des accès périodiques d'inconséquence & de déraison ? L'esprit public & ses vertus doivent-ils nous être à jamais étrangers ? On nous

promet la constitution politique qui les donne ; ne ferons-nous rien pour nous en montrer dignes ? Aggraverons-nous chaque jour tout ce qui peut rendre impossible ses bienfaits ? Quand notre population & nos avantages donnent de nous l'idée d'un peuple puissant , n'ambitionnerons-nous jamais de nous faire respecter par nos principes & notre sagesse ?

Que ces questions paroissent exagérées , & même déraisonnables au premier coup d'œil , j'y consens. Si elles n'inspiroient pas quelque étonnement , sans doute le mal seroit sans remède. Un acquiescement douloureux chez les uns , l'indifférence chez les autres , annonceroient comme infaillible la catastrophe qu'elles tendent à prévenir. Je ne demande donc pas d'en être cru sur parole ; je désire seulement que les bons citoyens examinent avec moi l'état des choses , au milieu duquel nous vivons.

Cinq années sont bientôt révolues depuis la fin d'une guerre que nous appellons heureuse. Eh ! combien les bénédictions de la paix ne sont-elles pas encore loin de nous ! Continuellement travaillé par des besoins d'argent , le Gouvernement a signalé chacune de ces années par de nouveaux emprunts. Ils ont éloigné toujours davantage les soulagemens si souvent promis , & que tant d'intérêts sollicitent. On n'a point aggravé les impôts ; mais pour quelle longue suite d'années ne sommes-nous pas condamnés à ne calculer les ressources du plus beau des royaumes que dans leur triste rapport avec d'immenses dettes à payer. A la vérité , le monstre de la fiscalité déchire plus qu'il ne dévore ; il ne nous a pas tout enlevé ; les impôts restent nécessaires , ils le seront long-tems encore ; & s'ils sont désormais simplifiés , repartis , perçus des mains de la raison & du patriotisme , ils suffiront à nos besoins , ils n'écraseront plus notre industrie , ils ne dérangeront plus les travaux de nos laboureurs , de ces vrais

créanciers de la terre & de la nature, qui seuls peuvent livrer ce qu'elle n'accorde qu'à eux. Mais sans cette consolante perspective, comment la nation échapperoit-elle à de honteux, à de sinistres destins ?

Cependant, cette révolution qu'on nous promet, qui sans doute mérite toute notre confiance, est notre dernière ressource. Et comment y atteindrons-nous, si l'influence des mœurs, des besoins, de l'industrie, de l'esprit de la capitale continue à s'étendre sur toute la France ? Le royaume doit rembourser ces emprunts ; il doit en payer les charges, & , sous ce rapport, il est dans la dépendance absolue de la capitale. C'est dans ce tourbillon, où chaque individu ne songe qu'à une fortune rapide, que les emprunts sont attendus & prévus, comme une dépouille dont il tarde à la cupidité de s'emparer. La seule ambition des Parisiens, celle de l'or, les gens d'affaires, qui ne connoissent de richesses que le numéraire & les contrats, y décident de toutes les opérations de finances, & sont seuls les arbitres des intérêts que la nation doit payer. Seroit-il donc vrai que nous n'avons, pour alléger nos charges douloureuses, que leurs secours intéressés ? Et dans quelles circonstances ? Quand les calamités successives de plusieurs années désastreuses se sont jointes, pour épuiser nos provinces, aux agitations stériles, aux délires meurtriers de l'agiotage.

Je fais qu'on vante notre richesse : des flots de numéraire circulent, dit-on, dans la capitale. Mais à quoi donc servent-ils ? Est-ce l'agriculteur, sont-ce les manufactures, est-ce le commerce réparateur qu'ils font prospérer ? Diminuent-ils le poids engourdissant des impositions mal assises ? Le propriétaire terrien épuisé, le laboureur exténué de misère, trouvent-ils l'argent qui rendroit la vie à leurs héritages ? Cette bruyante richesse, dont on voudroit étonner notre imagination, a-t-elle fait baisser le taux de

l'intérêt de l'argent ? Le prix des terres est-il haussé depuis la paix ? Voyons-nous qu'il y en ait moins à vendre ? Les acheteurs attestent-ils par leur nombre & leur empressement une véritable augmentation dans la richesse nationale ? Nos manufactures jouissent-elles de quelque prééminence uniquement due à leur perfection ? Entrevoit-on une époque où, sans effort, sans avoir à s'évertuer pour des remplacements, sans mettre le génie fiscal à la torture pour en obtenir quelque invention nouvelle, on pourra faire disparaître les impositions créées pour des tems difficiles, & qui devoient cesser avec eux ? Pouvons-nous seulement abandonner les ressources avilissantes & meurtrières des loteries, dont le moindre mal est l'escamotage sur lequel elles sont fondées ?

Loin qu'aucun de ces effets, qui devrait caractériser l'abondance générale du numéraire, se développe, nous ne voyons pas même rien qui l'annonce..... Osons le dire : car enfin, se taire, dissimuler, s'étourdir, tous ces palliatifs de la foiblesse ou du crime ne feront jamais que de fatales aggravations : osons le dire ; les besoins du gouvernement exigent toujours des emprunts publics. Les conditions en sont de plus en plus onéreuses pour le fisc & dévastatrices pour l'industrie. L'insuffisance de ses emprunts s'annonce l'instant d'après leur promulgation. Des expédiens sans nombre & sans choix, pour attirer plus d'argent encore, remplissent l'intervalle qu'on est obligé de mettre entre ces emprunts ; si nous faisons des remboursemens, c'est en contractant une dette plus onéreuse que celle qu'ils éteignent ; si nous vantons notre exactitude à payer, c'est que les usuriers ne nous ont pas encore retiré leurs ruineux secours ; c'est qu'à mesure que la prodigalité des emprunteurs consume & dissipe, la cupidité des prêteurs s'ingénie & s'exalte.

A leur suite, s'établissent comme le digne cor-

tège de ce genre d'hommes une foule d'agioteurs par état, qui font servir la cupidité excitée par les intérêts excessifs que le fisc paye à l'entretien d'une guerre de ruses contre les fortunes des particuliers, qu'ensuite ils se disputent. Pour obtenir ce noble partage, les uns & les autres écartent tous les calculs honnêtes, corrompent toutes les habitudes de prudence, de sagesse, ou cèdent à cette corruption. Ils multiplient les inventions pour se tromper réciproquement, pour transporter l'un sur l'autre, avec une aggravation de poids, le fardeau dont ils se sont chargés dans cette espérance, & sur-tout pour enlacer l'homme honnête, mais crédule, qui, spectateur de ces gains obscurs, succombe enfin à la tentation d'y prendre part.

Telle est la vraie cause de l'abondance du numéraire qu'on vante, & qu'on voudroit nous donner pour un signe de prospérité nationale. Bouffissure stérile ! abondance maladive ! prête à s'évanouir au plus léger revers, & d'autant plus fâcheuse qu'on la fait servir peut-être à masquer la vérité, jusqu'à ce que la force du mal nous amène quelque fatal empirique, des mains duquel nous tombions de nouveau dans l'avilissement & l'opprobre.

Non, il n'est pas d'un insensé de craindre ce malheur : il le seroit plutôt d'espérer d'y échapper si ces illusions continuent.

Je serois insensé, si j'accusois nos véritables ressources ; si comparant la dette nationale, les dépenses du gouvernement, même superflues, même exagérées, même excessives, avec les revenus que la France peut produire, je la déclarois insolvable.... Je suis loin de cette coupable erreur. Personne n'est plus convaincu que moi que la France peut tout payer sans épuisement, sans désastre, sans même nuire à son bonheur, & que l'administration qui s'appuyeroit pour devenir infidelle sur une prétendue

insuffisance de moyens feroit ignorante ou perfide.

Mais la nature, quoique prodigue pour le fol des François, a pourtant caché ses bienfaits sous quelque enveloppe. Elle a voulu que l'homme social, elle a voulu que l'homme sauvage mit quelque soin, usât de quelque industrie pour recueillir ses dons, même les plus spontanés; & tant que ces soins, cette industrie s'adressent à ce qui n'est pas elle, tant qu'on cherche ailleurs que dans son sein ce qui doit faire subsister, durer, prospérer les sociétés, elle se montre avare ou stérile. C'est le désordre qui engendre les malheurs dont je suis épouvanté... Le désordre corrompt l'homme, dessèche la terre & tarit la nature. Le désordre, fut-il assis sur des monceaux d'or, ou le dispensât-il, je ne vois à sa suite que des calamités inévitables. Oui : je les dirai à l'égoïste le plus concentré dans lui-même; en vain compte-t-il sur son habileté, sur son adresse pour échapper aux funestes conséquences du désordre; l'homme dont la fortune semble le mieux sourire aux suggestions de ses mœurs corrompues, de ses calculs avides, vit trop long-tems pour n'être pas à son tour une des victimes du désordre. C'est contre lui, c'est contre un désordre auquel personne ne peut se flatter d'échapper que je m'élève; c'est sur les notions dévastatrices pour tous sans exception qu'il introduit, que je cherche encore une fois à éveiller la nation; en un mot, c'est à l'agiotage, qui continue à tourner tant de têtes, que je livre une guerre nouvelle; c'est lui que je dénonce aux pieds du trône, à mes concitoyens assemblés sous les auspices du plus paternel des Rois.

Déjà j'ai tenté de répandre l'instruction sur ces objets. J'étois autorisé, j'étois même invité à le faire, & je crois avoir acquis le droit de dire que j'emploierai toujours dans cette mission salutaire les argumens d'une saine logique.

Mais que ne peut pas une cabale intéressée au mensonge lorsqu'elle réussit à persuader qu'on a besoin d'elle ? Comment ai-je été récompensé de mes efforts & de mes succès ? Ils retentissent encore douloureusement dans mon cœur ces mots d'un arrêt du conseil obtenu contre un livre nécessaire & demandé comme tel : *c'est l'ouvrage d'un de ces partiouliers qui se hasardent d'écrire sur des matières importantes, dont ils ne sont pas assez instruits pour procurer des connoissances utiles....*

MOI MAL INSTRUIT ! (1) & pas un homme instruit, (l'arrêt ouvroit la lice à tous) ne s'est montré pour combattre mes livres ! MOI MAL INSTRUIT ! Et pour affoiblir, s'il eût été possible, les vérités que j'y développais, il a fallu répandre, tant on compte sur les succès de la calomnie & des discours de la sottise, que ma plume étoit vendue ; c'est la seule réfutation de mes ouvrages qu'on ait jamais hasardée. MOI MAL INSTRUIT ! Et dès l'apparition des écrits où j'éclairais les folies du jour, les charlatans perdoient leur crédit, les hommes de bonne foi, de quelque jugement, revenoient de leurs erreurs.

On voyoit retourner à leurs occupations ordinaires ceux dont la cupidité avoit été réveillée, séduite par le bruit de tant de faux gains, & qui, sous le bandeau de l'ignorance, tour-à-tour bourreaux & victimes, s'exposaient à faire ou endurer mille indignes escroqueries..... Puisque le gouvernement a défavorisé mes utiles travaux, faut-il s'étonner que la déplorable maladie qui nous travaille n'ait été assoupie qu'un instant ? qu'elle exerce ses ravages avec plus de fureur que jamais ?

Et certes, si l'on réfléchit aux moyens employés pour la guérir, on sera forcé de convenir qu'ils ne pouvoient avoir qu'un effet contraire à celui qu'on se proposoit, qu'ils devoient produire ce qu'ils ont produit.

Le défaut d'esprit public dont nous ferons atteints aussi long-tems que nous n'aurons point de constitution , mais dont le gouvernement du moins devroit se défendre ; ce défaut est notre premier vice ; & c'est en abdiquant , en foulant aux pieds tout esprit public , toute vue générale , toute morale universelle , qu'on a voulu réprimer l'agiotage. Rien de plus foible , de plus personnel , de plus borné que la manière dont l'avenir a été envisagé ; rien de plus inconséquent , de plus odieux , de plus inique que celle dont on s'est occupé du passé.... Parions clairement. La mauvaise foi a été employée comme un moyen , comme un motif légitime de détruire ce qui ne devoit pas seulement en être soupçonné ; ce qu'il falloit , sur-tout dès que les vrais coupables devoient rester inconnus , regarder uniquement comme les écarts de l'ignorance dans des têtes légères , peu calculantes & mises en fermentation par la cupidité. Dès-lors le gouvernement égaré , trompé , est tombé d'erreurs en erreurs ; il est entré dans des détails qu'il ne pouvoit éclairer , dont les tribunaux devoient seuls connoître ; & dans sa précipitation , n'ayant pour guides que des banquiers assez vils pour être juges & parties , il a ordonné ce qui en soi-même étoit non-seulement injuste , mais inexécutable.

Qu'est-il arrivé de cette méprise ? Ce qu'une bonne théorie & des vues générales eussent évité. Les malades ont été guéris de leur étourdissement par un mal sans comparaison plus grave. Tel qui se croyoit de l'honneur , voyant qu'on ne vouloit pas même lui en supposer , a laissé là l'honneur & a cherché à reconquérir par la mauvaise foi , ce que lui ôtoient des arrêts , des jugemens , des arbitrages , où les principes de la bonne-foi étoient entièrement sacrifiés à des préférences arrachées par l'intrigue. Il en est des administrations comme des

individus. L'homme pur a souvent tort de mépriser ceux qui ne le sont pas. Mais enfin il peut le faire sans cesser d'être respecté de ceux-là même qu'il méprise ; c'est le privilège de la vertu. Au contraire , l'homme corrompu ne montre jamais de mépris à personne qu'on ne le lui rende avec usure. Or , dans ces déplorables circonstances , l'administration n'employant rien de respectable dans aucun de ses moyens , elle n'a fait que relâcher davantage les liens de l'honnêteté publique & particulière ; chacune de ses opérations ayant porté l'empreinte de l'arbitraire & des intérêts privés , personne ne redoute aujourd'hui la marche sévère des grands principes ; chacun est arrivé à ne pas désespérer de faire protéger sa sottise par l'autorité ; la cupidité presque affranchie de la crainte de perdre par ses imprudences , & rassurée contre un déshonneur , nul dès que l'honneur n'est plus , ne connoît point de bornes à ce qu'elle peut oser .

Je n'ai pas besoin , pour justifier ce que j'avance , d'entrer dans le détail des opérations qui ont rendu trop célèbre la fin de l'année 1785. Je ne veux pas donner à la méchanceté le prétexte d'accuser cet ouvrage d'être sans nécessité la satire des personnes , tandis que la salutaire instruction est mon but unique. Le tableau que je viens d'esquisser , frappera par sa vérité tout spectateur impartial. On prêtera donc une attention bienveillante aux nouveaux développemens , aux observations nouvelles qu'une crise si alarmante ne rend que trop nécessaire.

Je suis convaincu qu'il ne nous reste qu'un choix entre deux alternatives.

D'un côté , se présente une consommation plus ou moins prochaine du désordre , par la plus fatale , la plus inattendue , la plus irréparable de toutes les catastrophes , celle qui est une vraie dissolution de la société.

De l'autre, la ressource d'une constitution qui mette tout-à-coup l'esprit public & régénérateur à la place des combats incendiaires & dévastateurs que se livre à lui-même l'égoïsme en délire... J'ose défier l'homme le plus habile de proposer entre ces deux alternatives un milieu qui ne soit pas un palliatif, & certes nous devons en être rassasié.

Montrer cette vérité, est l'objet de cet ouvrage. Jamais sujet plus important n'appella un plus sérieux examen. Il ne s'agit point ici d'abstractions théoriques, ou de systèmes, qui, plus ou moins impraticables, ne doivent guère être considérés que comme des cadres ingénieux qui enveloppent des vérités utiles. Il s'agit d'un mal imminent, & d'une ressource instantée; il s'agit du salut & de l'honneur du royaume.... oui, DU ROYAUME. Les fureurs de l'agiotage sont telles qu'on ne sauroit les considérer comme un accident particulier de la capitale; elles sont la calamité de la France entière. Je vais le prouver par la théorie de l'agiotage; je vais le prouver par son histoire, par celle du moins de ses résultats sinistres; car je ne m'abaisserai pas à descendre dans toutes les tortuosités de l'intérêt personnel. Elles trouveroient mieux leur place dans un greffe criminel que dans un ouvrage philosophique.

Telle est donc la tâche que je m'impose aujourd'hui : LA DÉNONCIATION DE L'AGIOTAGE. Assez d'écrivains plus énergiques, plus éloquens, traiteront mieux & plus volontiers les matières vastes & brillantes, qui vont être proposées aux délibérations de l'assemblée des Notables. Ici le besoin d'instruction demande l'homme environné des secours nécessaires, & qui peut suppléer au tems par l'habitude d'approfondir des discussions arides plus que ne le font ordinairement ceux qui cultivent leur raison & leur pensée. Heureux si, sacrifiant ainsi l'éclat à l'utilité pour prix du sentiment qui me fait

préférer un sujet obscur à l'honneur de dire des vérités plus oratoires, je soulève la puissance de l'opinion publique, toujours vertueuse quand elle est éclairée, contre l'agiotage, sans l'extirpation duquel toute réforme est impossible, puisqu'elles exigent toutes le rétablissement de l'ordre dans les finances irrémédiablement bouleversées par ce fléau pestilentiel.

AGIOTAGE vient *d'agio*, mot italien corrompu (2), qui signifie *ajouté, plus value, en sus*. Il se disoit dans l'origine de tout prix excédant la valeur naturelle & primitive des choses, & particulièrement d'une monnoie comparée à une autre de même dénomination; de l'argent de banque par exemple comparé à l'argent courant. On dit encore l'agio de la banque de Hollande est à trois ou quatre pour cent, c'est-à-dire, que cent florins de banque valent cent trois ou cent quatre florins courans. Dans les villes de France, où l'or est quelquefois plus recherché que l'argent, on dit qu'il faut donner un demi pour cent, ou pour cent d'agio, pour convertir des écus en louis.

Appliqué d'abord aux monnoies & aux changes ce mot d'*agio* s'est ensuite étendu aux contrats, aux effets publics, à tout ce qui, dans les objets sur lesquels s'exerce le métier de banquier, est susceptible de s'élever au-dessus du pair. En ce sens, il est synonyme de bénéfice, & ce dernier mot semble avoir prévalu, depuis que l'agiotage sur les monnoies & les changes étant devenu la principale industrie des Juifs, cette circonstance a rendu le mot *agiotage* une expression défavorable.

Agiotage ne signifie donc en sens littéral que le commerce d'effets sujets à plus ou moins d'*agio*, de hausse, ou de baisse. Un tel métier pouvoit être honnête & quelquefois utile; honnête lorsque le spéculateur n'y vouoit son capital que d'une manière

passagère , pour obtenir quelque intérêt de fonds habituellement employés à un commerce plus productif ; utile , lorsque , par le moyen de fonds accumulés d'avance & à dessein , il devenoit l'intermédiaire momentané entre le gouvernement , forcé d'emprunter , & le capitaliste ou rentier , dont , sans cette intervention , les fonds n'auroient pu arriver que peu à peu , & successivement dans ces grands emprunts (3). En un mot , le banquier qui s'occupoit des négociations d'effets publics , étoit au trésor royal ce que les gros magasiniers , & même les détaillans , sont aux manufactures , qu'ils alimentent & soutiennent jusqu'à l'arrivée du véritable consommateur (4).

Il reste encore quelques maisons de ce genre à Paris ; & quoique le fatal agiotage en séduise chaque jour , il faut espérer que la race entière n'en fera pas éteinte.

Ces négocians ne méritent pas le nom d'agioteurs ; & telle est la dégénération où le jeu a conduit la morale des gens d'affaires , que ce titre ne peut s'appliquer avec justice qu'à ceux qui , pour favoriser leurs spéculations , emploient des ruses plus ou moins coupables , donnent des avis faux , des conseils trompeurs , disent qu'ils vendent lorsqu'ils achètent , qu'ils achètent lorsqu'ils vendent , forment des sociétés simulées pour faire de véritables dupes , sollicitent des privilèges extravagans , ou des annihilations odieuses , des défenses absurdes , ou de scandaleuses permissions , & trompent ainsi tour-à-tour l'autorité , le public & leurs propres complices (5).

Déjà l'on conçoit que ce mot est une injure ; mais il n'acquiert toute l'énergie infernale de l'agiotage transcendant , que dans son accouplement monstrueux avec son digne acolyte le *monopole*. C'est l'agiotage , greffé sur le monopole , & conduit par ses véritables adeptes , qui a produit les excès dont nous gémissons. Cet art ne connoît plus

de bornes , il ne respecte rien , il dédaigne même de se cacher ; il porte la corruption non-seulement dans le secret des cabinets , mais jusques sur les confins de l'empire de la raison ; il corrode , il vicie tout ce qu'il touche.

Le principal aliment de l'agiotage est cette multitude de papiers au porteur , que leur forme rend à tout instant négociables , & dont les compagnies à privilèges , sollicitées par les agioteurs , (ce qu'ils sollicitent , ils l'obtiennent toujours) inondent la place.

Et , comme si ce n'étoit pas assez des actions de la caisse d'escompte , de la compagnie des eaux de Paris , de la nouvelle compagnie des Indes , de la compagnie de la gomme du Sénégal , de la compagnie d'acier d'Amboise , de la compagnie du double des vaisseaux , (6) des compagnies d'assurance contre les incendies , & de je ne sais quelles autres compagnies ; car à coup sûr , mon énumération n'est pas complète ; les agioteurs ont encore fait venir d'Espagne des actions d'une banque établie à Madrid , mauvaise & mal conçue , plus mal & même infidèlement gouvernée , pour augmenter la funeste cohorte des ennemis de notre véritable industrie , la quantité déplorable des caustiques empoisonnés qui dessèchent notre sol.

Eh ! ce dernier trait de la cupidité ne peint-il pas assez lui seul tous les excès dont elle peut se rendre coupable ? Envain j'ai dévoilé les perfides illusions de cette banque , & les manœuvres de ses agens en France ; envain les évènements ont justifié mes principes , & vérifié jusqu'au prodige toutes mes prophéties ; le cruel agiotage est plus infatigable , plus opiniâtre & sur-tout plus accrédité , que la vérité ne sauroit être active.

Mais faut-il en être étonné ? Quel est le siège de toutes les compagnies qui l'alimentent ? Où se fait

l'estimation de leurs ressources, de leurs moyens ? Où juge-t-on de leur commerce ? Où tient-on magasin de leurs actions ?..... à Paris, c'est-à-dire dans ce lieu de dissipation & de vertige, où l'on ignore la nature de toutes ces choses; où il est impossible de s'en occuper avec suite; où tout manque pour acquérir ce genre de lumières; où tant de passions qui fermentent s'opposent à leurs progrès; où par le seul tumulte des faits & des hommes, il faut tout croire, tout voir, tout palper sur parole.... Oui, j'en jure la vérité, l'agiotage qui s'exerce à Paris sur des effets dont le profit éventuel égare l'imagination, ne peut qu'engendrer la plus abominable des industries. Eh ! quelle compensation offre-t-elle, quand son résultat unique, son dernier produit est un jeu effréné, où des millions n'ont d'autre mouvement que de passer d'un porte-feuille à l'autre, sans rien créer, si ce n'est un groupe de chimères que la folie du jour promène avec pompe, & que celle de demain fera évanouir....

L'agiotage sur les actions d'un revenu incertain ne pouvoit que produire à Paris des excès déplorables; il est important de tracer le tableau de ces excès.

Et d'abord il a jetté le désordre le plus funeste dans le commerce des lettres-de-change.

Avant la renaissance fatale de ce jeu parmi nous, c'est-à-dire avant que la caisse d'escompte eût été détournée de sa destination, on ne connoissoit presque dans la banque de Paris, relativement aux lettres-de-change, que les traites & les remises produites par le versement & le reversement des revenus de l'état, par les achats que faisoient dans nos fonds publics les capitalistes françois, ou les étrangers domiciliés hors de la capitale, par les besoins des voyageurs que toute grande ville attire, par les avances de courte durée dont le commerce a besoin dans ses opérations.

La caisse d'escompte égarée par ses administrateurs banquiers , n'a pas eu plutôt ouvert le jeu sur ses actions , que cette première masse de lettres-de-change est devenue presque imperceptible en comparaison de celle que le jeu a enfantée. On croyoit exagérer en estimant à trente millions les fonds que la banque de secours pourroit employer à l'escompte. Aujourd'hui l'imagination auroit peine à concevoir combien de papiers sortis des mains des joueurs , s'y présentent & combien y sont admis (7). Ils ont absolument détourné les secours de la caisse des seuls objets qu'elle avoit promis d'aider & de protéger. Qu'il se montre , qu'il nous démente l'agriculteur , le manufacturier , le commerçant qui a quelques obligations à la caisse d'escompte !

L'agiotage a prodigieusement haussé le prix de l'argent.

A dater de l'établissement du commerce en France sur un pied régulier , de l'introduction des lumières dans cette partie de l'économie publique & de la création de cette correspondance générale du monde commerçant , qui tend sans cesse à produire l'uniformité de l'intérêt de l'argent , jamais il ne fut plus cher en France. Les tems calamiteux , les tems de guerre , laissoient plus d'argent au commerce françois , & par conséquent à un plus bas intérêt qu'il n'en peut trouver maintenant.

J'en appelle à cet égard aux négocians de bonne-foi. Qu'ils disent si pour le service de la gent agiotaise , les banquiers de la capitale ne promènent pas , n'étendent pas leurs filets dans le royaume pour entraîner à Paris tout le numéraire. Eh ! comment , grâce au prix que les joueurs mettent aux instrumens du jeu , l'argent ne seroit-il pas cher & rare dans les provinces ? Comment un écu françois échapperoit-il aux poursuites des agioteurs , ou plutôt à celles des banquiers intéressés à soutenir le jeu ?

Pour juger à quel point l'agiotage a renchéri l'argent , il ne faut qu'évaluer les sacrifices extravagans des agioteurs , par ceux auxquels se trouveroit forcé , graces au mouvement qu'ils donnent aux affaires , l'homme qui n'agioté pas , mais qui , pour des opérations courantes , auroit besoin de réaliser des lettres-de-change non encore échues. Tâchons de rendre palpable , par un exemple , cette explication importante.

Vous sentez que les banquiers , protecteurs de l'agiotage & favoris de la caisse d'escompte , employent à eux seuls toutes les ressources de la banque de secours.

L'homme qui a besoin d'argent doit donc avoir recours aux capitalistes escompteurs. Ils étoient dans l'usage de fournir leur argent à cinq ou six pour cent d'intérêt , suivant la plus ou moins grande affluence du numéraire ; & ils rougiroient encore d'en exiger ouvertement davantage.

Mais amorcés à leur tour par le prix que le jeu a donné à l'argent , ils usent d'industrie , & n'offrent contre les lettres - de - change que des effets royaux , au prix où ils se vendent à terme , tandis qu'ils employent leur argent à les acheter comptant. Voilà leur manœuvre ; il faut , pour arriver à son résultat , suivre avec quelque attention ses détails numériques.

On propose à un capitaliste d'escompter de bonnes lettres-de-change à trois mois pour une somme de cent mille livres. En les escomptant à six pour cent , l'an , il devroit déboursier quatre-vingt-dix-huit mille cinq cens livres. Au lieu de cela le capitaliste répond qu'il n'a point d'argent , mais par accommodement , il offre à un pour cent de bénéfice , c'est-à-dire pour cent mille livres , quatre-vingt-dix-neuf billets de l'emprunt de cent vingt-cinq millions par exemple , qu'il s'est procurés à la bourse
à

à quatre pour cent de perte, ou pour quatre-vingt-quinze mille livres. Celui qui a besoin d'argent se résigne, & donne les cent mille livres de lettres-de-change pour quatre-vingt-dix-neuf billets de l'emprunt ; ainsi le capitaliste obtient, par cette opération, un escompte de cinq pour cent pour trois mois, ou un intérêt de vingt pour cent pour l'année.

Et comme le porteur des lettres-de-change, qui a besoin d'argent, n'a encore fait qu'échanger un papier contre un autre, il est obligé de porter ses quatre-vingt-dix-neuf billets de l'emprunt à la bourse où on ne lui en donne que quatre-vingt-quinze mille livres. Le particulier forcé de faire de l'argent avec des lettres-de-change non échues, seroit donc contraint pour la spéculation la plus honnête, la plus intéressante, la plus étrangère à l'agiotage, de payer l'argent cinq pour cent pour trois mois.

Ainsi, mettant à part la dure avidité, la coupable indifférence des moyens que l'agiotage inocule dans toutes les classes de la société, il force celui-là même qui ne joue pas à emprunter pour ses besoins du moment à vingt pour cent, l'an. Que doivent, que peuvent devenir, sous un tel régime, tous les commerces réguliers ?

Mais votre courageuse arithmétique dédaigne-t-elle toute considération morale, tout intérêts d'individus ? Dites-nous du moins quel sera, dans un tel ordre de choses, le sort du crédit national considéré dans les fonds publics nécessairement avilis.

Eh ! ne voyez-vous pas que l'avidité excessive des joueurs blasés sur les sacrifices, nécessite tous les jours davantage à la bourse la prostitution des effets publics, puisque l'agiotage lui-même s'en est fait une ressource, tellement que les fonds nationaux sont devenus pour les agioteurs épuisés, ce que les bijoux, les diamans, les étoffes sont aux dissipateurs qui cherchent à tout prix de l'argent.

Voilà comment l'effet de l'état baisse de prix , tandis que l'action étrangère ou ennemie monte ; voilà comment il est absolument impossible que le gouvernement fasse aucun emprunt aux conditions que la paix devroit lui permettre. Ne diroit-on pas , en voyant tolérer & peut-être provoquer de tels désordres , que les arithméticiens politiques ont déterminé , que le plus riche , le plus prospère des royaumes seroit celui où , d'un côté , on payeroit des intérêts énormes , pendant que , de l'autre , le jeu qui nécessite ces intérêts , détourneroit le travail , l'attention , les capitaux des véritables ressources nationale ?

L'agiotage , qui a dénaturé dans Paris le commerce des lettres-de-change , & haussé dans le royaume le prix de l'argent , a donc encore corrompu le commerce des fonds publics , & chaque jour il en aggrave les tristes inconvénients. Jusqu'à la renaissance du jeu , on n'avoit pu se plaindre dans ce commerce que de quelques conjectures , de quelques prophéties officieuses , ou , si l'on veut , de quelques intrigues tendantes à produire des variations dans les prix sans cause réelle. Il étoit réservé à nos jours de voir ce commerce devenir l'auxiliaire de l'agiotage effréné sur les actions C'est ici qu'il faut considérer de nouveaux produits de cette industrie des enfers.

Et d'abord , quels hommes sont à la tête de ce grand mouvement , de ces opérations si extraordinaires , si violentes qui décident aujourd'hui de l'intérêt de l'argent , du prix des effets publics , des habitudes , des rites , des mœurs du commerce de Paris ? Qui sont les principaux acteurs de l'agiotage ?

Mais livrerai-je au mépris des hommes dont les manœuvres , plus soupçonnées que connues , échappent à la preuve légale ? Des hommes , que le sang ou des alliances rapprochent de plusieurs familles

honnêtes, estimables, intéressantes même, & qui ont bien mérité de la patrie ? Burinerai-je sans pitié la honte de ses insensés, qui sont de mauvais citoyens sans doute, mais dont l'ignorance excuse peut-être le crime ?

Oùï, le délit que je poursuis est un délit public ; l'accusation doit l'être. La loi n'a point établi de châtiment contre ce délit ; la société est chargée de le punir ; tout citoyen a droit d'armer sa vigilance par une dénonciation solennelle, où l'accusateur nomme à la fois lui, le crime & les coupables. Depuis deux ans ils ravagent impunément le royaume ; qu'ils expient du moins par l'opprobre le mal qu'ils ont fait. Eh ! si je taisois leurs noms, ces hommes affecteroient de ne voir que des déclamations vaines dans l'histoire de leurs manœuvres, ils se vanteroient d'être justifiés ; par cela seul qu'on n'a pas osé les désigner. Il faut qu'ils puissent s'élever légalement contre mes reproches, mes assertions, mon ouvrage, afin que, s'ils ne le font pas, leur silence les accuse avec moi. Il faut sur-tout qu'au nombre des désordres de l'agiotage, on compte pour un des plus grands, qu'il repose sur des hommes connus par la seule intrigue, étrangers à la vocation du commerce, à tous ses principes, ne participant en rien à cette espèce de responsabilité générale, qui, malgré leur jalousie, lie tous les commerçans par l'honneur de leur vocation & le besoin continuel qu'ils peuvent avoir les uns des autres.

Il faut donc le dire : les principaux acteurs de l'agiotage sont *Barroud*, jadis notaire ; d'*Espagnac*, le prêtre, le chanoine, le grand-vicaire, enfin l'abbé d'*Espagnac* ; *Seneff*, le comte ; *Pyron*, l'intéressé dans les affaires du Roi & de tant d'autres *Servat*, le prête-nom banal. Ce *je ne sais quel Lalanne*, déjà célèbre dans la banque de Saint-Charles ; *Saint-Di-dier*, *Duplain de Saint-Albine* ; & tant d'autres

agioteurs de la ville, de la cour, de tous les états, dont les uns font leurs fonds en protection, les autres en industrie.

Voilà ceux qui ballottent dans leur agiotage des millions sans bornes, sans ordre, sans aucune de ces formes de comptabilité, dont les loix ont, dans tous les pays du monde, senti l'importance, & que par-tout elles ont ordonné.

Et c'est à de tels hommes, incapables de fidélité dans leurs engagements, qui, à chaque échéance, forcés d'y manquer par le besoin d'expédiens, contraignent à les imiter, & font plier les règles les plus nécessaires du commerce; c'est à de tels hommes que les banquiers de Paris prodiguent, ou plutôt prostituent les secours, parce qu'ils peuvent les leur vendre chers! Voilà les colonnes d'un agiotage dont toutes les gazettes retentissent, qui fixe sur Paris les yeux étonnés de toutes les places de commerce, qui présente un spectacle d'affaires toutes contraires aux notions communes, aux principes reçus, & qui, dans les hideuses & rares époques où il s'est montré, a toujours fini par de grandes catastrophes! Voilà les hommes qui nous ôtent tout crédit, toute considération, toute influence. Mais que leur importent ces conséquences déplorables? Etrangers au commerce, ils n'y ont aucune réputation, ils n'en perdront aucune. Sortis de l'obscurité, ils en feront quittes pour y rentrer, & peut-être en faisant trophée de leur détestable célébrité, des dupes qu'ils ont égorgées, des embarras qu'ils ont fait naître, du désordre qu'ils ont jetté dans les affaires, des mille manières dont ils ont fait parler d'eux.

Et voulez-vous que je vous donne une preuve entre tant d'autres de la nécessité de les dévoiler? Voyez ce que l'excès de la plus cupide bassesse leur a fait concevoir & exécuter en agiotage. Jetez un regard sur le plan d'escroquerie le plus au-

dacieux & le plus extravagant qui ait jamais été formé. Je l'ai sous les yeux ce plan secret, livré par l'imprudente avidité d'avoir des complices; ce plan qu'une main invisible semble protéger contre les murmures qu'il excite (8). Je le lis, j'y vois une association comparable à celle que l'obscurité des forêts dérobe aux passans. J'y trouve des pièges tendus dans un but tout semblable, de perfides amorces jettées non-seulement à la cupidité, mais au bon sens, à la bonne foi. A toutes les pages, on se joue de la fortune, de l'honneur des victimes qu'on veut dépouiller; on expose avec complaisance cette sagacité de filou, qui a su découvrir, dans je ne sais quelle disposition d'un arrêt, l'occasion & le moyen de tendre un piège très-adroit, principalement dressé pour attirer & enlacer les spéculateurs, que les notions justes, les combinaisons raisonnables séduisent. Ce n'est pas un examen d'aucune méprise sur la valeur intrinsèque des actions; c'est un calcul méthodique du prix auquel elles peuvent être élevées par la ressource du monopole, & des rapports de ce monopole avec les besoins qu'on a fait naître, & qu'on fera naître encore. On y développe la texture, la marche qu'il faudra suivre, les règles qu'on devra observer, & comment les victimes, égorgées du couteau *de la dure nécessité*, renaîtront de leurs cendres, pour subir de nouveau le même sort, jusqu'à une ruine entière & générale, dont l'époque se cache dans l'avenir.

Tout est prévu, tout est balancé dans le plan de guerre ourdi pour le soutien de ce monopole. Les joueurs à la baisse sont *les ennemis*. On les appelle *les joueurs aveugles*, parce qu'ils n'ont pas prévu ce genre d'attaque. Le plan de campagne est une idée *assez heureuse*, venue comme par inspiration à *une personne*, qui a eu le bonheur plus grand de l'exécuter. *La conquête*, c'est la perte entière des

aveugles joueurs, mis à la *merci* de l'association.

Au reste, cette scélérate entreprise est vaste : il ne s'agit pas moins que de l'accaparement de toutes les actions de la nouvelle compagnie des Indes, & de tous les engagements pour en livrer, afin que l'association soit tout à la fois la caverne où il faille acheter l'action, la laisser, & que, contraint d'y arriver les mains pleines, on soit forcé d'en sortir encore les poches vides (9).

Ruses de commerce, diront quelques apologistes bénévoles, chacun est maître de son argent. Les actions des Indes sont à vendre, les achete qui veut ou qui peut. Vous n'en voulez que cent, nous les voulons toutes; pour les avoir, nous les mettons à l'enchère. Et après tout, quel est le dernier résultat ? Ce que l'un perd, l'autre ne le gagne-t-il pas ?

Ah ! si c'est là le commerce, il faut le faire disparaître de la face de la terre. Mais, en attendant que l'on me prouve que c'est là le commerce, je dis que si dans l'agiotage qui enfante de pareils projets, l'un gagne ce que l'autre perd, c'est par un déplacement tout semblable à celui que font les voleurs de grand chemin. Je dis qu'il n'y a rien de bon à espérer, pas même sa sûreté personnelle, dans la ville où l'auteur & les fauteurs de cette opération de commerce peuvent lever la tête. Je dis qu'après l'existence d'un tel plan, que je dénonce à la nation, il ne faut plus demander quels maux fait l'agiotage, mais quels maux il ne fera pas. Je dis que si l'on est maître de son argent, au point de le faire servir à une conspiration.... Mais non; ceux qui ont de l'argent à eux, de l'argent légitimement acquis, ne l'emploient pas à conspirer aussi basement contre celui des autres..... Eh ! à qui appartient cette heureuse idée, de faire tomber à *merci* le vendeur d'actions à livrer pour *consommer sa perte* ? A deux hommes bien connus, pour avoir débuté

dans la carrière de l'agiotage , en pariant zéro contre des millions ; à deux hommes qui , même aujourd'hui , quelque bruit qu'ils fassent de leurs succès , n'offrent , pour garans de leur solvabilité , que les effets accaparés par la facilité de les mettre en gage , & l'argent d'autrui que la séduction leur apporte Tels sont l'abbé d'Espagnac & le sieur Pyron ; & c'est d'eux qu'on diroit : *ils sont maîtres de disposer de leur argent !* Quelques soient leurs associés , une entreprise , dont le capital peut s'élever au-delà de soixante millions , n'est-elle pas , avec la fortune de ces joueurs , dans un tel rapport que cette fortune n'est plus qu'un atôme ?

Mais comment peut-on exécuter des opérations tout à la fois aussi immenses & aussi scandaleuses ? D'où peuvent leur venir les secours ? Lecteur honnête ! c'est à cette question que je brûlois de vous conduire. C'est là que l'évidence du mal ne laisseroit plus d'excuse à l'administration qui ne retrancheroit pas du milieu de nous les véritables causes de ces effets si avilissans ? Car enfin quel aspect tolérable donnera-t-on à cette nouvelle industrie de nos banquiers prêtans à usure & sur gages ? Oui à usure , & à très-grande usure. Sans doute je n'ai pas vu leurs comptes ; mais quand la notoriété publique n'en indiqueroit pas les résultats , quand on ne sauroit pas que nos accapareurs payent jusqu'à vingt & vingt-cinq pour cent l'argent qu'ils empruntent ; quand l'abbé d'Espagnac ne porteroit pas si gaîment cet intérêt excessif en augmentation du prix auquel il revendra les actions ; je le demande : peut-on s'excuser soi-même de se prêter aux opérations d'une telle société , autrement que par la tentation d'une énorme usure ? On la déguise , je le fais , je l'ai dit , on fait des affaires ; mais en dernière analyse de quoi s'agit-il ? De consommer un prêt à usure Je m'arrête ; je ne fais plus

comment qualifier cet odieux tripot ; mais il faut avoir le courage de dire & de redire mille fois qu'il absorbe , qu'il emploie plus de millions que le plus riche commerce du royaume : & je le répète l'on voudroit qu'une industrie innocente pût subsister à côté de l'agiotage au point où il est parvenu ! On voudroit que l'honnête marchand , l'artisan aux mœurs simples , l'ouvrier au modique salaire , eussent la vertu de résister à cet enivrant spectacle de gains énormes , de luxe ostentateur , de fortunes nées en un jour , sans habileté , sans talent , sans avances , & ne voulussent pas troquer leur profession pénible , leur métier obscur pour de tels enchanteremens !....

Mais par quelle magie est-on parvenu à rendre le gouvernement tout au moins insensible à des scènes si étranges ? En dénaturant toutes les notions , en pervertissant tous les mots , toutes les idées ; (car c'est encore là l'un des plus infailibles , comme aussi l'un des plus funestes effets de l'agiotage) en lui persuadant qu'à la vérité , l'agiotage peut produire quelques maux , mais qu'il augmente la circulation , & contribue ainsi à hauffer , à étendre le crédit ; qu'ainsi , pour arrêter la dangereuse industrie de ceux qui s'efforcent de faire baisser les prix des effets , il faut tolérer , protéger peut-être les manœuvres de ceux qui s'efforcent de les exalter.

Voilà ce qu'on n'a cessé de dire & de répéter depuis deux ans , voilà ce que le législateur semble avoir cru. Il est donc infiniment important d'apprécier cette distinction de joueurs à la baisse , de prouver qu'elle est purement sophistique , futile , dérisoire , & qu'elle n'a été inventée que pour égarer le gouvernement dans les momens d'embaras où les agioteurs ont besoin de faire protéger leur sottise.

En effet , à la manière dont on les partage en

joueurs à la hausse , en joueurs à la baisse , on croiroit voir deux armées ennemies combattant avec acharnement pour s'entre-détruire , ou deux classes d'hommes suivans chacune invariablement un système différent , autant par amour-propre , que par l'intérêt de la cupidité. Eh ! bien , ce n'est là rien moins que le véritable état des choses.

L'amour du gain est sans doute le foyer de tous ces mouvemens , mais ils seroient bientôt suivis du repos , s'il existoit deux partis systématiquement opposés l'un à l'autre ; car enfin l'un des deux triompheroit. Il n'en arrive pas ainsi. Une versatilité aussi lâche que perfide , un principe unique , celui non-seulement de gagner , mais de gagner à tort ou à droit , voilà ce qui caractérise essentiellement les principaux agioteurs. Voilà ce qui , à moins d'un remède efficace , promet l'effrayante durée de l'agiotage jusqu'à l'explosion des honteuses calamités qu'il prépare.

Les agioteurs qui dirigent toutes ces bandes scandaleuses , sont des hommes profondément corrompus ; ils ont étudié tout ce que la capitale offre de ressources à l'esprit d'escroquerie pour déterminer la nature de leurs opérations. La crainte aveugle , l'espérance plus aveugle encore , la légèreté d'esprit qu'entretient au plus haut degré la multitude des dissipations , sont les élémens de leurs calculs. Comment avec de telles données peut-on supposer un autre principe fixe dans la tête de l'agioteur , que celui de tendre tantôt à la hausse , tantôt à la baisse , selon la convenance du moment ?

Aussi les mêmes hommes , qui , dans tel instant , parlent de joueurs à la hausse comme des bienfaiteurs publics , & présentent les joueurs à la baisse comme de détestables conspirateurs , jouent-ils eux-même à la baisse quand leur intérêt les y invite.

Il y a plus : les joueurs voyent souvent dans leur

réunion les moyens de faire prospérer une combinaison quelconque, & sur l'espoir toujours décevant pour les fripons, que l'appât du gain leur servira de lien, ils formeront des associations pour mieux triompher des difficultés; mais comme le propre de la mauvaise foi est de manquer de base, on les voit se trahir les uns les autres chaque fois que la trame qu'ils ourdissent, favorise une utile & secrète défection.

Elles sont donc absolument fausses, elles sont vides de sens, les distinctions de joueurs à la hausse & de joueurs à la baisse, en tant que formant deux classes d'hommes plus ou moins méprisables, ils sont au pair, ou plutôt ils sont les mêmes. Ils prennent tous l'effet, *tantôt en avant, tantôt en arrière* (10). (Le dictionnaire se forme comme on voit) selon qu'ils apperçoivent un bon coup à saisir.

Parmi les agioteurs de bonne foi (car à Dieu ne plaise que je les range tous sur la même ligne, & sans doute il en est d'honnêtes, puisque les tripots tombent, lorsqu'il n'y reste plus qu'une sorte de joueurs.) Parmi les agioteurs de bonne foi, quelques-uns sont la dupe de leur crédulité pour des estimations exagérées; (& ceux-là jouent à la hausse) les autres, (& ceux-ci jouent à la baisse) de leur trop grande confiance dans le triomphe de la vérité, de la raison; car c'est à ce point que l'agiotage est noble & utile; il déjoue tous les calculs de la prudence & de la sagesse lorsqu'elle s'abaisse à y prendre part. Ce n'est pas que leur triomphe ne soit assuré sans doute, mais seulement plutôt ou plus tard; & dans cet espace incertain, l'honnête homme est souvent vaincu par le fripon, le bon logicien par l'insensé, l'ami du vrai par le jongleur.

Cependant cette distinction de joueurs à la hausse & de joueurs à la baisse étoit nécessaire pour colorer l'agiotage aux yeux du gouvernement.

En effet , si le joueur à la baisse est l'ennemi de l'Etat , le joueur en sens contraire en fera l'ami. Ces Messieurs ont voulu qu'on les considérât comme une des colonnes de la chose publique sous le nom de *joueurs à la hausse*. Patience , ont-ils dit , pour le mot de *joueurs* : dès que nous jouons pour le bien de l'état , notre fonction est ennoblie. Et comme en France , depuis la plus mauvaise jusqu'à la meilleure compagnie , l'effronterie & le babil tiennent lieu de logique & de science , la protection a été pour ceux qui s'appelloient joueurs à la hausse , l'injustice & la persécution pour les prétendus joueurs à la baisse.

Joueur à la baisse dans le sens odieux que l'on a voulu y attacher , seroit chercher à faire tomber un effet au-dessous de sa valeur réelle : & comme la valeur toujours croissante d'un effet quelconque , est , suivant ces Messieurs , le *Palladium* des Empires , il est très-clair que ceux qui tendent à faire décroître cette valeur en sont les fléaux.

Mais les hommes de bonne foi , que ces mots ont séduits , n'ont pas pensé qu'indépendamment de l'extravagante prétention sur laquelle les joueurs à la hausse fondent leur axiôme , espérer de faire tomber une action au-dessous de sa valeur , est une folie qui ne sauroit être dangereuse. On calcule la valeur des effets sur les chances de profit ou de perte qu'ils offrent , & à cet égard autant l'exagération des profits est facile , parce qu'une disposition générale à les espérer les favorise , autant il est difficile de présenter des craintes & des motifs faux (11) pour décrier la valeur d'une action , lorsque son prix n'est pas follement exagéré par l'agiotage.

J'en appelle à l'expérience. Suivant les vertueux joueurs à la hausse , je n'ai dans mes discussions sur la caisse d'escompte , sur la banque de Saint-Charles , sur les eaux de Paris , écrit que pour favoriser le

jeu à la baisse. (Et je prierai , en passant , ces honnêtes gens de déclarer quels motifs secrets ont dicté ce que je publie maintenant , quelle classe d'agioteurs je prétends servir , & combien les joueurs à la hausse auroient donné pour étouffer cet ouvrage.) Mais s'ils ont accusé juste , j'ai donc aussi fourni le moyen de prouver que mes calculs étoient faux , mes observations sans fondement , mes prophéties de pures chimères ; car lorsqu'on n'écrit pas la vérité , on ne peut se servir que du mensonge. Eh bien ! où sont les preuves de ces faux calculs , de ces mauvais raisonnemens qu'un intérêt particulier m'auroit nécessairement dictés ?..... Je vais plus loin.

Qu'on me montre une seule action qui ait renfermé jusqu'ici en elle-même le remboursement probable du prix extravagant auquel on les porte toutes ! N'est-ce pas jusqu'à présent la perte des uns qui a fait le gain des autres ? Ne sont-ce pas les balancemens ou les rapports entre les vendeurs & les acheteurs , qui jusqu'ici ont décidé du prix des actions ? Voit-on dans leurs estimations autre chose que des combinaisons de joueurs pour faire naître des offres ou des demandes artificielles ? Et dans ces combinaisons la véritable valeur de l'action , celle qui résulte de l'entreprise qu'elle représente , n'est-elle pas ce dont on s'occupe le moins ? Son prix est tellement renfermé dans le mouvement du jeu , qu'à peine créées on voit porter les actions à un prix que de longs succès de l'entreprise ne peuvent pas même donner. Que dis-je ? on les vend , on les achète avant qu'elles existent ; aussi faut-il s'attendre à voir créer de fausses compagnies , car qu'importe la réalité ? On ne veut que des actions.

Encore une fois , si la valeur d'un effet étoit calculée par la raison , il arriveroit enfin un moment où le mouvement s'arrêteroit. Les actions vendues pour leur revenu seroient dans les mains de ceux

qui peuvent l'attendre , & l'agiotage s'éteindroit. Mais loin que la marche actuelle des choses conduise à ce but , la stagnation est tout ce que les agioteurs appréhendent. Il faut qu'ils agitent le tourbillon (12) ; s'il se ralentit , ils souffrent ; s'il s'arrête , son repos leur est mortel ; & dès-lors la raison , ou la bonne foi peuvent-ils être de la partie ? La raison ?... En matière d'agiotage elle est impéritie. Dans la turbulente nation des agioteurs , on montre au doigt , on livre au ridicule , on déchire de calomnies celui qui parie pour elle ; lui seul est un joueur , les autres sont des sages.

S'il existoit réellement des joueurs systématiques à la baisse , ils feroient nés des exagérations insensées , de la prétention absurde d'entasser des valeurs toujours croissantes , qu'étaient les joueurs à la hausse. Lorsque des charlatans veulent vendre douze livres un écu de six francs , & que la folie du jour leur amène des acheteurs , il est assez simple qu'il se trouve aussi des vendeurs qui donnent un écu pour six livres , & je ne vois pas que , sous ce rapport , les joueurs à la baisse fassent une chose ni fort extraordinaire , ni fort répréhensible.

Mais ils vendent ce qu'ils n'ont pas (13). Je ne connois pas un seul commerce où il n'arrive pas de vendre aujourd'hui ce qu'on espère se procurer avec demain ; ainsi tout négociant vend ce qu'il n'a pas. Mais que font les joueurs à la hausse ? Ils promettent de livrer l'argent qu'ils n'ont pas. Croit-on que quand l'abbé d'Espagnac , ou Barroud achètent vingt-cinq mille actions des Indes , ils aient trente à quarante millions de reste dans leur caisse pour les payer ? Et si l'on a vu des joueurs à la baisse emprunter des actions pour les livrer , ne voit-on pas la compagnie Espagnac , Senefle , Pyron , emprunter de l'argent à quinze , vingt & vingt-cinq pour cent d'intérêt pour les payer ? En un mot , si les uns

vendent ce qu'ils n'ont pas , les autres achètent ce qu'ils ne peuvent pas payer. Les uns s'exposent à l'embarras de trouver l'effet , les autres à celui de trouver de l'argent. Lesquels sont les plus coupables ? Tous le sont sans doute de consommer leurs capitaux , leur industrie , leur tems , leur activité , leur probité à ce jeu déplorable , au plus effréné des jeux. Mais s'il falloit juger le délit de ces deux sortes de joueurs , dans ses rapports avec le crédit public , n'est-il pas évident que les besoins d'argent le renchérissent partout le monde , tandis que les besoins d'effets n'affectent que quelques particuliers.

Et s'il étoit vrai que pour le bien de l'Etat il fallût jouer & jouer à la hausse , ce devrait être principalement sur les papiers des emprunts public. Or , tous les agioteurs que j'ai nommés , & tous ceux qui vivent & volent sous leurs étendards sont précisément le contraire. Nous avons vu qu'en se servant de ces papiers pour se procurer de l'argent , ils les tiennent à bas prix , & le bas prix les décrie. En faut-il davantage pour apprécier leurs motifs & leurs manœuvres ? S'il étoit vraiment dans cet amas de fripons & d'infensés quelques joueurs systématiques à la baisse , qui jugeant des effets par leur valeur intrinsèque , les vendît ou les achetât selon ce qu'elle lui suggère , il devrait vendre des actions & acheter des emprunts ; car dans les premiers le capital est très-haut , & l'intérêt inconnu ; dans les seconds , le capital est bas , & l'intérêt est non-seulement connu , mais avantageux.

Si l'observateur impartial des vertiges du jour peut faire passer la juste horreur de la chose sur ses vrais agens , s'il peut considérer dans ces mouvemens défordonnés un autre objet que l'infâme agiotage , il comprendra qu'autant ceux qui ne cherchent leurs succès que dans les combinaisons du jeu , & ne savent les soutenir que par des opérations forcées , criminelles , désastreuses , doivent être traités en em-

poisonneurs publics ; autant , dans la déplorable crise où nous sommes , ceux qui les combattent , quelque soit leur motif , (& sans doute il est des joueurs qui furent jetés contre leur goût dans l'inextricable labyrinthe de l'agiotage) tendent du moins à conserver quelques notions sages , puisque leurs spéculations ne sont attachées qu'à l'empire qu'ils attribuent à ces notions.

Eh bien ! ceux-ci ont été défavorisés ouvertement par le gouvernement , & c'est le plus grand crime de l'agiotage que d'avoir remporté ce succès , parce qu'il suppose l'art véritablement destructeur de se créer des amis , des appuis , des chefs de parti parmi les gens en place & en crédit , parmi les dépositaires de l'autorité , art funeste qui dans un pays , où l'on n'a pas la liberté d'écrire , où un arrêt du Conseil peut intervenir dans les marchés , les troubler , les modifier , les anéantir ; dans un pays où nulle contradiction , nulle réunion de lumières ne garantit les Ministres contre les pièges que lui tendent ceux qui ont intérêt de l'obtenir ; [14] (eh ! quel plus grand intérêt que celui qui résulte du jeu , où tant de millions s'agitent !) doit infailliblement causer les malheurs les plus effroyables.

Ah ! rappelions-nous qu'au tems de Law , il a manqué des hommes qui fussent combattre tous les vains prestiges du moment , ou si vous voulez qui osassent le faire. S'ils eussent exposés avec méthode , avec clarté leurs raisons pour ne pas croire aux magnifiques promesses du système , auroit-il fait tant de ravages ? Au peu d'idées nettes que l'on trouve dans les mémoires de ces tems extraordinaires , on est tenté de croire que le talent de discuter ces matières abstraites manquoit alors ; mais il est plus probable encore que le talent redoutoit le despotisme aux ordres duquel l'agiotage ravageoit le royaume. Si la voix des hommes éclairés eût été libre , si

seulement l'intérêt des joueurs à la baisse eût rapproché les effets de leur véritable valeur, les étrangers ne seroient pas venus épier le moment où ils devoient réaliser nos chimériques actions, emporter notre or, l'agent de nos ressources; la France n'eût pas été bouleversée, ruinée, avilie.

Eh ! qu'on se rappelle, comment les Princes, les magnats, les courtisans sollicitoient à chaque création ces funestes papiers qu'ils ne pouvoient payer que des gains de l'agiotage; comment le mal engendroit le mal; comment on passoit de délire en délire; comment l'effroi faisoit les joueurs accrédités & puissans; comment ils subjugoient l'administration en mettant leur intérêt personnel à la place de celui de l'Etat; comment Law, lui-même au fond très-habile, & dont on eût pu tirer des lumières qui nous eussent avancé d'un siècle; Law, qui peut-être & probablement ne forma jamais d'autre projet que celui d'une banque de secours fondée sur des valeurs sûres aux yeux de la raison, entraîné, si ce n'est enivré par les désordres de l'agiotage, en vint à donner le néant même pour garant des billets, des actions qu'il créoit sans cesse, & qui n'avoient de valeur que par le jeu.

Horrible exemple pour toutes les nations ! Terrible leçon pour le moment actuel ! Car c'est en vain qu'on voudroit distinguer les tems, les faits & les personnes. L'homme de nos jours qui a le plus vu, comparé, médité les différens systèmes de finance; celui qui par son expérience, son talent & sa morale est le plus propre à concilier les efforts du crédit & les principes éternels de la saine économie politique; celui qui peut-être est réduit à déplorer aujourd'hui, & pour la seconde fois, d'avoir donné naissance à la caisse d'escompte, en voyant les excès auxquels elle se porte, & l'exécrable agiotage qu'elle produit; cet homme m'a souvent dit que Law fut
un

un profond calculateur , & que la science de la finance proprement dite avoit fait depuis lui peu de progrès. Eh bien ! Law perdit les finances , le crédit , les ressources , l'honneur de ma patrie , en substituant des palliatifs à des palliatifs , en ajoutant de nouveaux ressorts à une machine sans base , en donnant sans cesse de nouveaux alimens à l'agiotage. Et comment se laissa-t-il entraîner à cette déplorable orgie ! Par son imprévoyance sur les suites de l'agiotage livré à des têtes légères & peu calculantes ; par les cris , par les clameurs , par les intrigues ; de qui ? Des joueurs... De quels joueurs ? Des joueurs à la hausse ; il n'en existoit assurément pas d'autres alors.

Mais achevons , non pas le tableau complet de l'agiotage ; il faudroit écrire des volumes & le tems me dévore. Qui les liroit d'ailleurs dans ce pays de romans & de férie ? Mais l'esquisse à grands traits de ce qu'il est important de dénoncer.

Si toute honnête industrie , toute modération dans les désirs , tout esprit d'ordre , toute répartition judicieuse d'un travail productif , toute économie sont impossibles dans l'état d'exaltation & d'ivresse où nous jette l'agiotage ; s'il a tous les inconvéniens du jeu & du plus effréné des jeux , l'avidité , l'impatience , la mauvaise foi , le dégoût de tout ce qui n'est pas lui , le mépris des loix , on peut juger quelle doit être son influence sur les mœurs & l'ordre public... Veut-on tout savoir en un mot ? il familiarise avec l'impunité , mere de tous les désordres & de tous les crimes , ou plutôt il la nécessite ?

Qui ne sent d'abord , que grace aux excès , même auxquels il se porte , l'agiotage doit se former un rempart de protecteurs ? Mais d'ailleurs pourquoi le puniroit-on ? Pourquoi le gouvernement séviroit-il contre ceux qui se laissent entraîner à ces terribles provocations ?

Quoi ! Vous me défendez d'acheter ou de vendre des actions sous certaines formes , & vous en augmentez sans cesse le nombre ! Et vous multipliez continuellement les êtres parasites & voraces dont la fonction est de passer chez moi chaque jour , à toute heure , pour tenter ma cupidité ! Et non content de déchaîner tous ces vampires , dont vous avouez , dont vous ordonnez l'existence , comme si l'intérêt de s'enrichir n'étoit pas suffisant pour qu'ils cherchassent à multiplier leurs salaires , vous leur en faites une nécessité ! Il faut , par la finance que vous imposez à tous ces agens de change (15) , la plupart si vils ; & à cette armée de courtiers , plus vils encore , il faut que , sous peine de mourir de faim , ils viennent me séduire ; il faut qu'ils arrachent de moi de l'argent à tout prix !..... Eh ! comment ne voyez-vous pas que dès-lors les marchés prendront toute sorte de formes ? Que les combinaisons les plus coupables vont naître & renaître ? Que ces hommes s'introduiront à l'envi pour nous rendre tous & tour à tour victimes les uns des autres ? ... Osez me punir d'avoir vendu à long terme des actions dont je ne pouvois me défaire autrement sans souffrir une perte ruineuse ! Osez punir mon voisin de les avoir achetées lorsqu'un agent de change , dont l'existence est sanctionnée par vous , le séduit , l'obsède , le tourmente , & que pourtant il ne peut les acheter qu'à crédit ! Osez punir d'autres infractions à vos arrêts , tandis que d'autres arrêts vont les rendre nécessaires !.... Il falloit donc que l'agiotage ajoutât encore à ces déplorables contradictions , entre tant de devoirs que les gouvernemens nous imposent , & tant de provocations à les violer !

Oui , l'impunité dans l'agiotage est un acte de justice. Il seroit trop barbare de punir des délits que l'administration devoit prévoir , dès qu'entraî-

née par le moment, elle adoptoit & promulguoit les conceptions burlesques, qui, loin de frapper la cause du mal, semblent n'avoir eu d'objet que de l'enraciner plus fortement. Pour punir les excès de l'agiotage, il faut ne l'avoir pas excité; & même, pour le mépriser, il faut avoir su montrer un dédain amer à ces êtres si vils qui osent employer jusqu'à la menace, si l'autorité ne favorise pas l'impôt qu'ils veulent lever sur le délire qu'elle s'efforce d'éteindre.

Les désordres de l'agiotage nécessitent donc l'impunité & tout ce qui en est la suite. Ils mènent au mépris des loix; la conséquence est immédiate..... Que dis-je?... L'art de les éluder, plus funeste que celui de les violer, devient une industrie recommandable. Eh! que dis-je encore? Voyez la contenance des ministres de la justice. L'audace avec laquelle se montrent toutes ces odieuses opérations leur en impose. Ils ne demandent qu'à pouvoir céder à une apparence de raison, pour être dispensés de sévir, tant ils redoutent de saisir la chaîne des coupables! Le désordre leur est dénoncé. L'un d'eux représente le danger de nuire à la circulation; & la dénonciation expire aux pieds du tribunal (16).... La circulation! Quoi! l'agiotage seroit une circulation! Ah oui: c'est en effet la peste circulante, dont la contagion détruit toute vraie circulation, consume toute industrie, dissout, anéantit tous les liens sociaux, tous les principes, toutes les règles du bon ordre. J'en citerai un dernier exemple, & peut-être le plus grave dans ses conséquences.

Le jeu est attiré, nourri, dirigé par les mains les plus propres à étendre les maux de l'agiotage sur ceux-là même qui en sont les plus innocens. Cette classe de financiers, honorés de la confiance du Prince, chargés des caisses de l'état, dépositaires de ses recettes, distributeurs de ses dépenses, acquiè-

rent par cela même un très-grand crédit. Quels émolumens plus généreusement fixés que les leurs ! Le Prince n'a-t-il pas voulu leur dire , par cette prodigalité , de ne s'occuper que de son service ? N'a-t-il pas voulu les détourner de tout autre projet de fortune , en leur en assurant une très-brillante dans le revenu attaché à leurs places ?

Eh bien ! l'agiotage du moment où la caisse d'es-compte en est devenu l'objet , a exalté la cupidité de plusieurs d'entr'eux. Le crédit attaché à leurs places leur a paru un instrument dont ils ne pouvoient pas se servir pour eux seuls ; ils ont ouvert leurs caisses à des emprunts perpétuels , reçus , sous prétexte du service public , tout ce qu'on vouloit leur prêter , & tourné ainsi contre la nation même le résultat de sa confiance & de ses bienfaits. Ce sont eux , oui , ce sont eux qui , les premiers , ont montré qu'on pouvoit agioter des valeurs immenses. La vanité s'est mise de la partie. Acheter des actions par milliers , (car à de tels hommes , qui gouvernent l'opinion des fots , dont abondent les capitales , il convenoit de faire hausser les prix) acheter des actions par milliers , répandre des billets par millions , n'étoit pour eux qu'une opération de pur amusement , consommée à la toilette. Aussi se sont-ils jettés au-devant de toute réforme , pour la faire avorter. Il ne pouvoit s'en accomplir aucune , sans attaquer la bouffissure du prix des actions , & dès-lors on a vu des receveurs , des trésoriers-généraux pervertir les idées de propriété , pour en réclamer une fantastique ; oser menacer de ruine , si l'on ne recevoit pas la loi de leurs caprices , & joindre le destin de l'état aux succès de leurs extravagances Ah ! si le crédit de l'état , si la foi qu'il doit à ses engagements reposoient sur le danger de renverser de telles chimères , il faudroit se hâter de faire une opération , qui , tôt ou tard , s'ac-

compliroit par la force des choses, & avec les plus mortelles aggravations.

Mais foyez surpris maintenant, si vous pouvez, que les services pour le Roi deviennent une usure toujours croissante, qu'un emprunt ne se rembourse que par un emprunt beaucoup plus cher, que la fureur des compagnies, des privilèges, des monopoles, tourne toutes les têtes, que la caisse d'escompte, dont la modération devoit être le caractère, mette ses services à prix, & demande à étouffer légalement autour d'elle tout ce qui pourroit lui faire concurrence, qu'elle prétende au privilège exclusif de promener ses poisons par tout le royaume; d'en régir toute la finance, & d'aller, fidèle à l'esprit de la capitale, planter l'industrie agiotieuse dans nos villes nourricières, où l'on ne connoît encore que celle du commerce. L'état a des besoins; on lui a ravi la ressource de l'emprunt, du moins n'ose-t-il pas consacrer le taux excessif auquel l'intérêt de l'argent est monté. On ne fait, ou plutôt les gens écoutés ne savent lui en montrer que par une nouvelle création d'actions de la caisse d'escompte, & les intrigues, les recommandations, les titres poursuivent déjà ces actions, non encore faites, pour les aller vendre au tripot de l'agiotage.....

Voilà donc nos dernières ressources! & le retour des tems de Law ne paroîtroit possible qu'aux imaginations billicieuses, accusées de ne prévoir que le mal?

Non, aucun François n'a vu dans toute son étendue ce que c'étoit que l'agiotage, (s'il en étoit autrement, ils feroient tous coupables du crime de lèse-patrie,) & maintenant que j'enregistre ses forfaits, il glacera d'horreur les bons citoyens. Le détruire c'est sauver l'état, c'est restaurer ses ressources, c'est pourvoir à sa sûreté, c'est rétablir le bon ordre, c'est rendre au gouvernement sa dignité, à l'autorité son empire, aux loix leur force; c'est pré-

parer la voie à l'esprit public , assurer la paix extérieure , la rendre dans l'intérieur des familles , restituer les talens à leur véritable usage , la considération aux choses décentes & utiles. Et dans ce moment , où nous sentons qu'il faut demander à notre sol trop négligé ce qu'un fils dissipateur demande à l'affection de son père , le paiement de ses dettes , n'est-il donc pas tems de mettre en honneur l'industrie rurale ? Ne faut-il pas repousser sur nos champs le numéraire que Paris absorbe , & n'absorbe que pour tout corrompre ?

Mais cet agiotage , qui détourne l'industrie de ces occupations productives , qui lui enlève ses moyens (17) , qui introduit entre le prêteur & l'emprunteur , quel qu'il soit , une usure énorme , qui altère tous les liens de la sociabilité , qui détruit tous les bons principes , cet agiotage , qui coûte au royaume des sommes immenses , ne feroit-il pas le malheureux produit d'établissmens du moins utiles ? & cette utilité ne compenseroit-elle pas tous ces maux ? Pensons scrupuleusement les avantages de ces établissemens ; peut-être changeront-ils la haine que mérite l'agiotage en une tolérance justifiée par un grand intérêt ?

Ah ! puisse l'ennemi dévastateur , que je poursuis , n'avoir d'autre refuge que dans l'utilité des établissemens qui le nourrissent ! & les bons citoyens auront bientôt la consolation de le voir détruit : car c'est bien ici qu'en faisant cesser la cause , nous serons délivrés de ses funestes effets , sans avoir rien à regretter.

Avant de démontrer cette vérité , disons , pour être rigoureusement justes , sans acception de personnes , que l'une des sources principales , & peut-être la véritable cause première de l'agiotage , qui avoit péri avec le système de Law , c'est le système non moins chimérique , conçu par Mr. Necker ,

de fournir aux dépenses de la guerre au moyen d'emprunts continuels sans impôts. Encore avoit-il tellement négligé de relever le prix des contrats, que tout contrat à constitution étoit impraticable; aussi n'a-t-il su faire que de misérables petites loteries & d'autres emprunts, remboursables des époques de quelques années. Leur forme les dispensoit d'une hypothèque précise; mais Mr. Necker surchargea ainsi la place d'effets au porteur, véritables élémens de l'agiotage.

Si, au lieu de ces opérations aussi fausses en principes, que mesquines en résultats, Mr. Necker avoit tourné son génie fiscal vers des impositions bien choisies, qui eussent produit cinquante millions par an, dès le commencement de la guerre, on auroit évité la plupart des emprunts onéreux faits depuis, & l'état devroit aujourd'hui sept cens millions de capital & quarante-cinq millions de rente de moins; c'est-à-dire que le *déficit* actuel ne seroit pas, à beaucoup près, la moitié de ce qu'il est.

C'est là un reproche bien grand & bien fondé à faire à l'administration de Mr. Necker. Par quelle puérile vanité a-t-il donc été conduit? Comment a-t-il espéré que les gens éclairés ne s'appercevroient pas que reculer les impôts, c'étoit tout simplement les aggraver, & que s'il se ménageoit une réputation d'adresse & d'escamotage politique, en éloignant l'impôt, il laissoit à ses successeurs la tâche plus difficile & par cela même plus méritoire, d'acquitter ces mêmes dettes qu'il mettoit sa gloire à accumuler?

Comment Mr. Necker ne s'est-il pas apperçu que dès que l'état empruntoit des sommes dont les revenus actuels ne pouvoient pas même payer les intérêts, l'impôt existoit virtuellement, mais nécessairement; soit qu'on le déclarât ou non. En effet si l'Etat devoit tenir ses engagemens, il falloit bien imposer pour se procurer ce qui dans l'hypothèse n'exis-

toit pas encore ; mais alors plus on retardoit l'impôt , plus il falloit l'augmenter à cause des intérêts accumulés pendant le retard. Si même l'état devoit un jour se libérer en violant ses engagements , l'impôt n'en étoit pas moins réel , mais seulement beaucoup plus injuste , beaucoup plus absurde , parce qu'au lieu de porter sur la nation entière , il ne pouvoit , sous la forme de banqueroute , atteindre que la seule classe des prêteurs. Cette considération suffiroit seule pour dissiper à jamais toute crainte de diminution forcée de la dette publique , sous une administration , je ne dis pas tant soit peu honnête , mais seulement tant soit peu éclairée (18).

Après avoir assigné cette cause première de l'agiotage que je devois poursuivre jusque dans le système trop séduisant des emprunts sans hypothèque , qui ne peut que l'engendrer ; examinons impartialement la caisse d'escompte , qui l'a ressuscité , qui le nourrit , qui est le foyer où il va sans cesse prendre des forces nouvelles.

Un homme de génie , frappé de cette étonnante absurdité que Paris fût la seule grande ville de l'Europe qui n'eût pas d'institution de ce genre , proposa en 1766 au Gouvernement d'établir une banque , & démontre aisément que l'aggrandissement de l'industrie , l'énergie & l'universalité de la circulation en seront les suites nécessaires. On le laisse solliciter dix années entières ; on l'écoute enfin ; mais on mutila son projet ; on rétrécit ses vues , & l'on fit un très-petit essai d'une très-grande machine. Encore fallut-il braver les clameurs & les persécutions des gens à argent , qui croyoient voir dans la généralité des secours que donneroit une caisse d'escompte , une concurrence fâcheuse pour ceux qu'ils vendoient eux-mêmes.

Mais bientôt le succès de l'établissement naissant inspira aux banquiers le projet de s'en emparer , afin

de tourner ses facultés à leur profit , & de ne laisser arriver aux facilités qu'elle devoit distribuer , que par le moyen de leur intervention toujours vénale. Dès-lors , les administrateurs banquiers , seuls accepteurs , seuls juges du papier admis à l'escompte , regardèrent la banque de secours comme leur domaine ; & non-contens des tributs qui se multiplioient en leur faveur , sur les circulations que cet établissement facilitoit , ils ne tardèrent pas à devenir auteurs , acteurs , souffleurs dans les orgies de l'agiotage. Bientôt les papiers du commerce semblèrent un objet de dédain. La hausse du prix des actions fut une affaire d'autant plus séduisante pour les administrateurs , qu'ils devenoient les arbitres des variations. Pour opérer cette hausse , il falloit laisser entrevoir de gros dividendes ; pour obtenir de gros dividendes , il falloit escompter beaucoup de papiers ; & ce papier servant lui-même à payer des actions à des prix exagérés , ces chimères se produisant & se dévorant tour-à-tour , amenèrent la scandaleuse catastrophe de 1783 , que hâtèrent encore l'incroyable impéritie & la punissable avidité des administrateurs d'alors , qui sont pour la plupart , ceux d'aujourd'hui. Ils portèrent leur imbécille frénésie jusqu'à demander , & ils l'obtinrent , de faire du papier-monnoie.

Mr. de Calonne détruisit avec courage tous les vestiges de cette démence , & le crédit ressuscita ; mais l'administration ne fut point changée. Le même esprit y dominoit encore : il n'a fait que devenir plus entreprenant. L'agiotage , auparavant concentré dans les seules actions de la caisse d'escompte , reçut une autre pâture. L'Espagne , nous envoya les actions de la banque de St. Charles , qui n'est pas une banque ; Cabarrus fut imité en France ; nous eûmes une compagnie des Indes qui ne faisoit qu'une petite partie de son commerce dans les Indes ; une compagnie des eaux , forcée de mettre son espoir dans des as-

surances contre le feu ; une autre compagnie d'assurance qui donne à l'aide de l'agiotage du profit à ceux qui veulent bien se faire assurer , & troque des actions qui gagnent 150 pour cent contre des primes d'assurance de 10 sols par mille livres. Toutes ces absurdités en affaires , ces pièges grossiers sont soutenus , nourris , soufflés par les administrateurs de la banque de secours , qui escompte du papier de circulation , dont les banquiers se font payer l'usage , & qu'ils prêtent ensuite aux joueurs effrénés , dupes ou frippons dont est composée l'armée d'agioteurs qui fait la guerre à tout ce qui nous reste de sagesse , de prudence & d'honnêteté.

Tous ces maux ont été produits par la caisse d'escompte ; & livrée à la conduite des banquiers dans une ville comme Paris , elle ne produira jamais autre chose (19). Le premier pas à faire pour guérir le mal de l'agiotage , le premier moyen de le sapper par ses racines , c'est une réforme entière & complète de l'administration de la caisse d'escompte. Il faut la rappeler à l'esprit de son institution ; il faut la forcer à ne s'occuper que du commerce , des fabriques ; à n'escompter qu'à soixante ou quatre-vingt-dix jours au plus ; à ne jamais élever le taux de son intérêt au-delà de quatre pour cent ; à mettre de la modération dans ses dividendes , de la réserve dans sa conduite , & sur-tout à proscrire à jamais & sans retour , & sans exception ce fatal papier de circulation , source de tous nos maux (20).

Qu'elle apprenne à imiter la banque d'Angleterre à qui ses prôneurs ont la vanité de la comparer souvent ; qu'elle sache que vers le tems où les excès des banques d'Ecosse devoient amener leur destruction , cette banque patriotique refusa impitoyablement toute signature des banquiers d'Ecosse ; que vers le tems de la refonte de l'or où les Juifs exportoient à foison les guinées de poids , elle refusa d'ad-

mettre à l'escompte toute lettre qui portoit l'empreinte de la synagogue; qu'en 1782, lorsque les Genevois achetoient à toutes mains des fonds d'Angleterre ou de France, sur la perspective d'une hausse à la paix; à-peu-près comme ils ont acheté en France dix millions de rente sur les trente têtes, c'est-à-dire, non pas avec leur argent, mais avec celui que les acceptations de nos banquiers & les facilités de les réaliser à la caisse d'escompte leur donnoient les moyens d'emprunter de notre sottise; la banque d'Angleterre rejetta les papiers de circulation destinés à lever sur le peuple Anglois un impôt en faveur des citoyens de Geneve, & mit fin à leurs dévorantes spéculations. Voilà ce que la caisse d'escompte devoit imiter; mais une telle conduite suppose des principes; l'amour de l'ordre, du désintéressement personnel, de l'esprit public. Il faut pour tout cela une autre organisation, une autre surveillance, (21) une composition différente; il ne faut pas mettre les hommes en opposition avec leurs devoirs; il ne faut pas que ceux qui conduisent une caisse publique y puissent sans bornes & sans cesse pour leurs propres besoins, ou pour ceux de leur avidité effrénée.

Et prenez garde que tous les maux qu'a produit la caisse d'escompte auroient été arrêtés à tems, ou même ne se seroient jamais développés, si des administrations provinciales, tutrices de la prospérité intérieure du royaume, eussent averti le gouvernement que l'argent étoit rare dans les provinces, & pourquoi il l'étoit; pourquoi tous les capitaux affluèrent vers Paris; pourquoi nos villes manufacturières étoient dégarnies du numéraire, principal agent de leurs travaux; par quelle cause, dans quel but, pour quels intérêts l'argent n'étoit pas à quatre pour cent, taux fixé par l'intérêt même, qui a établi la caisse d'escompte; pourquoi son prix mon-

toit à sept & huit pour cent à Lyon , dans ce grand atelier de l'industrie françoise ; pourquoi les négocians , les marchands , les fabriquans couroient se transformer à Paris en joueurs Les administrations provinciales auroient réclamé contre le peu d'étendue & la partialité des secours de la caisse d'escompte , principal foyer de tous ces désordres ; elles auroient demandé si les provinces aussi n'étoient donc pas le royaume ; elles nous auroient sauvé ; ah ! croyons qu'elles nous sauveront encore de voir exécuter le plan qui doit , graces à un privilège exclusif , graces à toutes les faveurs préparées à l'agiotage , dans le réglement absurde qu'ont osé solliciter les actionnaires , ou plutôt le petit nombre des banquiers qui les conduisent ; étendre sur toute la France le jeu dévastateur que la caisse d'escompte a introduit dans Paris.

Passons à la compagnie des Indes qui a si bien servi les agioteurs , & tâchons d'apprécier rapidement [22] l'utilité de cette association monopolcuse qui donne à l'agiotage tant de force & de mouvement. Le gouvernement appelle les lumières , elles sont filles de la discussion. Je suivrai donc l'intention du gouvernement , en parlant avec liberté de ce nouveau privilège exclusif ; car il ne s'agit point de tempérer ou de reconstruire , mais de détruire , de renverser cette compagnie ennemie de nos amis , de nos alliés , tributaire de nos rivaux naturels , tyran dès son aurore de nos principales manufactures nationales , qui ne fut jamais destinée qu'à vivre du privilège de faire le commerce des Indes , même avant d'aller aux Indes , & du jeu qui s'établirait à l'ombre de ce privilège.

Quelle peut être la cause de son inconcevable rétablissement ? A quoi faut-il attribuer cette espèce de phénomène presque aussi étonnant dans un siècle de lumières , que l'eût été au milieu des ténèbres de l'igno-

rance la loi qui auroit statué la liberté du commerce ? Si jamais la théorie qui condamne les privilèges exclusifs, sur-tout en matière de commerce, est restée victorieuse des sophismes de l'intérêt privé, ou du défaut d'instruction & des vues générales; c'est sur-tout dans son application à la compagnie des Indes. Il a fallu pour la rétablir, fouler aux pieds les résultats de douze années consécutives qui ont prouvé que la liberté convient au commerce des grandes Indes comme à tous les commerces; & sur-tout qu'elle lui convient plus que le monopole. Pourquoi l'expérience, ce juge souverain dont la saine politique n'appella jamais, a-t-elle prononcé en vain sur cette grande question ? Le gouvernement ne s'étoit décidé pour le régime de la liberté, qu'après des discussions profondes; pourquoi n'a-t-on pas publié les considérations nouvelles qui l'ont fait changer de système ? Notre rivalité avec la grande-Bretagne, réclamoit-elle une compagnie postée dans l'Inde, pour lutter ouvertement ou sourdement contre l'ascendant des Anglois ? On fait depuis long-tems qu'un corps tout à la fois marchand, politique & militaire, ne remplira jamais bien l'une de ces fonctions, sans que l'autre en souffre, & que l'esprit d'ordre & d'économie qu'exige le commerce est incompatible avec les profusions & les accidens si variés, si imprévus de la politique offensive. L'arrêt qui a rétabli la compagnie des Indes ne renferme d'ailleurs aucune disposition qui ne montre le plus parfait abandon de tout autre objet que du commerce. Et si l'état d'infériorité, où grâce à notre génie tutélaire peut-être, nous nous trouvons dans l'Inde, donne de vrais regrets, si l'on a une intention sincère de s'en relever; ce n'est assurément pas à l'aide d'une compagnie marchande, qui ne se met jamais sans bruit & sans être remarquée, que la politique s'approchera d'un but auquel on ne

peut plus arriver qu'avec tant de circonspection & de secret. Mais le gouvernement paroît avoir véritablement renoncé à ce phantôme de puissance , qui de tant de manières coûtoit si cher à la nation. Je le demande donc encore , pourquoi n'a-t-il pas laissé aux industrieux armateurs de nos ports un commerce qui , remis à l'émulation de la concurrence , se varioit sous toutes les formes , & préparoit avec l'Inde des échanges où nos productions nationales prenant la place des métaux , l'auroient rendu véritablement productif ? A-t-on craint qu'il ne parût point assez de vaisseaux françois dans l'Inde , (le commerce libre les avoit multipliés , c'est un fait hors de doute) ou qu'il nous manquât de ces toileries indiennes devenues si précieuses à notre luxe ? La compagnie n'en apporta jamais autant que les navires françois expédiés pendant les tems de liberté.

Mais , comment parler & se taire à la fois ? A quoi servent ces questions auxquelles l'opinion publique a répondu ? Oui le rétablissement de la compagnie des Indes est une de ces déplorables surprises faites par l'intrigue de l'intérêt personnel à la sagesse du gouvernement , & je n'en veux pour preuve que les motifs allégués dans le préambule même de l'arrêt qui a donné la victoire à cette intrigue , puisqu'ils sont tous démenti par les faits & la nature des choses.

L'expérience , a-t-on dit au gouvernement , a démontré que les cargaisons d'Europe n'étant pas combinées entre elles , ni proportionnées aux besoins des lieux de leur destination , s'y vendoient à bas prix.... Vous supposez donc que la compagnie françoise fera seule à faire le commerce de l'Inde , ou qu'elle se combinera avec les compagnies angloises , hollandoises , suédoises , danoises , portugaises , impériales , &c. &c. pour les approvisionnemens de la

presqu'île , de la côte de Coromandel , de l'empire de la Chine ? Mais l'une & l'autre de ces suppositions est également absurde. Croit-on de bonne foi que ces immenses contrées soient pour le commerce des points comme nos îles à sucre , où quelques ballots de marchandises européennes , quelques futailles de vin peuvent faire abondance ? A qui persuadera-t-on que si les expéditions de nos armateurs leur eussent été défavantageuses , si l'esprit de suite , de raison & de calcul qui fait la science du commerce n'eût pas su remédier à quelques mécomptes , à des accidens passagers , leurs réclamations contre la nouvelle compagnie se feroient fait entendre ? Que l'on se prévaudroit si hautement de leurs profits pour garantir ceux que fera la compagnie ?

Le concours des sujets de Sa Majesté dans les marchés de l'Inde y surhaussait le prix des achats.....

Mais encore une fois la compagnie françoise fera-t-elle donc la seule dans l'Inde ? Et ces armateurs auxquels on a arraché une industrie qui ne devoit après douze années qu'approcher de sa perfection , ces armateurs n'ont-ils pas cent moyens d'aller faire encore concurrence aux achats de la compagnie ? D'ailleurs les productions des Indes sont-elles bornées à une quantité déterminée ? Ne fait-on pas que la fabrication , lorsque rien ne la gêne , se met toujours au-dessus des demandes ? Que les fabriquans se multiplient encore plus vite que les marchands ? Qu'un moyen sûr d'en diminuer le nombre , & par conséquent de renchérir les prix , c'est de ne présenter qu'un acheteur ? On craint alors qu'il ne fasse la loi , on ne lui prépare plus ses besoins , & ce n'est qu'à prix d'argent qu'il peut faire fabriquer ce qu'on redoute d'avoir à lui offrir. Oh ! jusqu'à quand les mensonges grossiers du monopole trouveront-ils crédit auprès des gouvernemens ? Voudront-ils toujours ignorer que l'affluence

des vendeurs empêche la cherté ? Que là où se rendent beaucoup d'acheteurs , il se trouve aussi beaucoup de vendeurs & de marchandises ? N'est-ce pas en un mot répondre à tout que de demander , comme nous l'avons déjà fait , pourquoi , si les désavantages dont s'appuie le préambule sont réels , nos armateurs ont regardé le rétablissement de la compagnie des Indes comme une vraie calamité ? Si la concurrence leur faisoit acheter cher , elle devoit leur faire vendre à bon marché ; c'est un moyen sûr de se ruiner ; & certes il est difficile de concevoir comment on regrette un commerce où l'on se ruine.

Mais dans combien de détails n'a-t-on pas égaré le gouvernement ? On lui a persuadé que *les assortimens étoient mal faits , qu'il manquoit d'une sorte de toilerie , tandis qu'il y en avoit trop d'une autre sorte. . . .* Quoi ? ce seroit-là les informations fournies par les négocians intelligens & zélés qui ont été consultés ? Auroient-elles été données par les sieurs Berard , Perrier , Gourlade ? J'ai peine à le croire ; Directeurs sans doute éclairés de la compagnie actuelle , après avoir été les fléaux de la précédente ; devenus persécuteurs par devoir , (& ils le remplissent avec zèle) de tout ce qui peut causer quelque ombre à leur monopole , après avoir eu eux-mêmes besoin de la plus grande tolérance lorsqu'ils faisoient la contrebande des marchandises de l'Inde ; des hommes aussi instruits ont dû dire que ces inégalités d'assortissement étoient communes à toutes les compagnies , & l'effet nécessaire de l'inégalité des consommations occasionnées par les variations de la mode ; que deux années d'intervalle devant s'écouler entre une demande dans l'Inde réglée sur l'état actuel de la consommation en Europe , & l'exécution de cette demande , il est impossible d'établir jamais les justes proportions , dont l'inobservance a
fourni

fourni un argument contre la liberté de ce commerce. Il faudroit pour cela rapprocher l'Inde de nous autant que la Suisse, & c'est assurément ce que les monopoleurs ne feroient point, lors même qu'ils en feroient les maîtres : s'il étoit en leur puissance d'éloigner la Suisse pour que ses fabriques pussent entrer dans leur monopole, comptez qu'ils n'y manqueroient pas.

On a dit : une compagnie fera le commerce avec bien plus d'avantage que les particuliers, & ceux-ci ne se plaignoient d'aucun désavantage. La compagnie renfermée dans le pur commerce, n'avoit pas besoin d'être plus favorisée que les particuliers dont elle avoit pris la place. Et cependant voyez à quelles conditions, ceux qui ont persuadé la nécessité du monopole l'ont demandé pour eux. Voyez les concessions énormes qu'ils ont obtenues. On leur abandonne sans rétribution les magasins de la nation, & non-seulement on anéantit les droits sur les marchandises qu'ils importent, mais l'état les admet à partager ceux dont il charge les toileries étrangères qui entrent dans le royaume par le seul effet de la nécessité. Quelle partialité gratuite !

Mais quand cette compagnie seroit aussi utile au commerce qu'elle l'est peu, elle a perdu tout droit à la protection du Gouvernement ; sa prétendue utilité quelle qu'elle soit, disparoit devant le mal qui résulte de l'agiotage défordonné, dont ses actions sont devenues l'aliment.

Je le demande en effet : quelle est le dédommagement juste & naturel que doit le monopole à la nation, si cependant elle peut-être dédommée d'un monopole ? N'est-ce pas que les portions d'intérêt dans ses bénéfices puissent du moins être acquises par tous ceux qu'il a dépouillés du profit de leur propre industrie ?... Eh bien ! Les actions des Indes sont accaparées, elles le sont par des agioteurs vraiment

méprifables, par des hommes qui, dupes & victimes de leur propre avidité, combattent en désespérés pour reculer leur perte. Ils appellent à leur secours les emprunts usuraires, & s'imposent chaque jour davantage la nécessité de vendre l'action à un plus haut prix. Le spéculateur honnête ne peut plus l'acquérir qu'au risque d'y perdre ; & s'il content à reprendre des mains de la compagnie des Indes une petite partie de ce qu'elle lui ôte, une autre compagnie, émule de la première, prétend à lui en vendre l'espérance, à la lui faire payer plus cher que la réalité.

Mais que dis-je ? Que parlois-je de partage d'actions, d'équité, de rapports avec le bien public.... Un simple particulier, un citoyen obscur, du moins jusqu'à la célébrité conquise par ses délits, vient d'acquérir la masse presque entière des actions de cette société..... C'est donc pour un abbé d'Espagnac qu'on a créé une compagnie des Indes ! C'est pour un prêtre-agioteur que des armateurs industrieux, de laborieux négocians, des hommes recommandables, auront été dépouillés ! Oui, c'est pour le succès de son insatiable cupidité, de sa vaniteuse ignorance, de sa coupable présomption, de ses manœuvres criminelles, qu'un commerce qui se faisoit conformément aux vrais principes a été remis dans les mains d'un monopole dont le siège est à Paris ! C'est l'abbé d'Espagnac, c'est cet homme pur, ce citoyen utile & vertueux, qui partage maintenant avec l'état les droits abandonnés à ce monopole dont il a su devenir propriétaire !

Et quelle contenance fait l'administration de la compagnie des Indes dans cet état de choses ?

Certes, leur nature même l'indique assez. Le déshintéressement n'a certainement pas fait les directeurs de cette compagnie. Ils obéissent fidèlement à leur premier principe, & l'on doit s'attendre qu'ils feront

ce qui leur rendra le plus. Or, l'agiotage étant aujourd'hui l'arbitre du prix de toutes les sortes d'actions, assurément ils ne défavoriseront pas l'agiotage ; & ce commerce, tant vanté des grandes Indes, qu'il falloit ôter à la liberté sous laquelle il prospéroit, pour le donner à une compagnie qui a bien d'autres sources de profits, plus prochaines, plus abondantes & plus sûres, n'est plus qu'un accessoire, une espèce de simulacre auquel il faudra donner les diverses apparences propres à balloter les actions par tous les fauts monstrueux, *en avant & en arrière*, qui caractérisent la folie de notre agiotage.

Je ne fais point ici un vain pronostic pour confirmer ce que j'ai dit ailleurs, que l'agiotage corrompt l'entreprise même qui l'occasionne. Les secours prodigués par la direction des Indes aux accapareurs des actions, malgré les besoins pressans d'argent qu'elle avoit annoncés, indiquent assez de quel œil elle a vu cette opération vraiment criminelle.... Eh ! comment résister à la tentation de se trouver directeur de la compagnie des Indes sans qu'il en coûte un fol, mais cependant avec la propriété de deux cens cinquante actions ? Comment ne pas applaudir à l'agiotage qui a produit ce miracle, & dépassé dès son premier élan, ce qu'on n'osoit pas même espérer du commerce des Indes ?

Cependant, le vœu du Gouvernement est trompé. Il attache à la qualité de directeur une propriété d'actions, pour avoir un garant d'une administration prudente. Vaine précaution ! un instant de magie fait que ces actions ne sont plus qu'un profit. Elles n'excitent plus le même intérêt. Un autre instant de magie qu'il seroit si facile d'aider, les fera tomber. On pourra racheter, pour revendre avec avantage, à l'aide d'une autre circonstance.... Quels armemens valent cette industrie ? Quels retours sont aussi rapides ?....

Mais aussi par quelle funeste erreur le gouvernement laisseroit-il subsister le privilège de la compagnie ? S'il l'a jugé bon en soi, il ne peut jamais avoir cru qu'il fallût le lier avec l'agiotage ; & la cause ne pouvant être séparée de l'effet , celui-ci prononce hautement la destruction de la cause.

En vain réclamerait-on la propriété du privilège ; c'est un abus de mots. J'ai, ou je dois avoir , le privilège de semer dans mon champ des graines à mon choix ; mais si je ne pouvois y semer que des plantes vénéneuses , mon champ, ou le droit de l'ensemencer , me seroit bientôt ôté. Tout est subordonné au bien public ; & dans les pays mêmes où la liberté a sa plus grande latitude , un privilège ne sauroit se défendre un instant contre l'évidence du mal qu'il produit , lorsque ce mal est général & sans compensations ; lorsque , pour tout dire en un mot , il est une atteinte à la propriété publique.

Pour ôter le privilège du commerce des Indes à une compagnie , il a fallu en dépouiller la masse des négocians françois , au très-grand détriment de ce commerce. Quand , à ce mal évident , se joignent encore les désordres plus évidens de l'agiotage ; que veut-on de plus pour avoir le droit de mettre fin à ce monopole ?

D'ailleurs , qui donc pourra se plaindre ? Puisqu'une réunion de nombreux capitaux en un petit nombre de mains est un avantage pour le commerce , que risque la compagnie à une concurrence ? Que lui importe que le commerce de l'Inde soit restitué à la liberté ? Que les avantages qui lui ont été prodigués soient rendus communs à tous les armateurs françois ; que les inutiles dons du trésor royal rentrent dans ce trésor , qui n'a pas besoin d'être dépouillé d'une manière si stérile pour lui-même ? La compagnie ne figurera-t-elle pas toujours dans ce commerce libre , comme un négociant aisé ?

Et la nation peut-elle perdre quelque chose à ce que les concurrens de la compagnie tâchent de racheter, à force d'industrie les avantages de l'argent qu'elle aura sur eux ?

Mais tous perdront..... Eh ! non. La marine ne perdra pas. Tout ce qui tient à la mécanique de ce commerce gagnera ; les officiers, les matelots, les ouvriers de mille genres ? les propriétaires des forêts, les cultivateurs du chanvre, que j'aurois dû nommer les premiers, y gagneront. Si l'armateur, si ses associés ne retrouvent pas leurs capitaux, ils sauront du moins pourquoi ; & , sans ôter ce commerce à la liberté, l'expérience le mettra dans le vrai rapport que lui assigne la nature des choses... O vous ! qui voyez avec tant d'indifférence ces déplacemens stériles que fait le jeu de l'agiotage, pouvez-vous réclamer contre des pertes utiles que feroient quelques armateurs ?

La compagnie la plus intéressante doit, à mon avis, être détruite, aussi-tôt qu'elle crée des agio-teurs. Mais lorsqu'elle se charge encore de faire la guerre à l'industrie, je demande sous quel aspect cette compagnie seroit tolérable ? Ecoutez l'Allace ; écoutez les fabricans, écoutez les marchands de toileries parler de ces avides harpies, infatigablement occupées à salir leurs mets. Pour suivis dans leurs achats aux compagnies étrangères, ils voient la nouvelle compagnie des Indes faire elle-même des achats semblables. Blessés, mutilés dans leurs droits naturels, dans la propriété de leur industrie, ils voient les loix prohibitives en vigueur avant que la nouvelle compagnie ait pu recevoir ses assortimens de l'Inde. Ils la voient aller chercher en Angleterre, en Hollande, à Lisbonne, à Copenhague des marchandises, pour faire concurrence à celles qu'ils attendoient & qu'ils attendent encore de l'Inde. Ils la voient, non-contente de les expulser d'un com-

merce qu'ils faisoient librement depuis douze années, s'efforcer encore de leur rendre plus onéreuse leur dernière liquidation. Ils la voient solliciter, obtenir contre eux les droits de la plus perfide, de la plus tyrannique inquisition. Oui, le généreux François, le François qui adore ses Souverains, qui ne voit son bonheur que dans leur gloire, a été soumis à ces viles conceptions du monopole!

Mais attendez-vous à d'autres persécutions, si vous n'y portez pas le remède le plus prompt, le seul efficace.

Ces îles de France & de Bourbon, ces possessions aujourd'hui si importantes, pour peu que vous vous occupiez encore de l'Inde, vous avez senti la nécessité de les favoriser, d'y attirer une population nombreuse, d'en faire une vedette redoutable, pour protéger du moins votre pavillon..... Eh bien! laissez faire votre compagnie des Indes; elle les rendra bientôt un désert. Ce commerce d'Inde en Inde, que vous avez permis à ces îles, que vous avez dû leur permettre, est déjà, n'en doutez pas, & de plus en plus il sera l'objet de sa jalousie, il facilitera quelque contrebande de mouffeline avec l'Europe. Les ports étrangers déjoueront les précautions prises pour borner à ces îles le commerce permis; & la compagnie, irritée de n'avoir pu tout enchaîner, foulera aux pieds votre prudente & sage politique, elle ne cessera ses importunités que lorsqu'elle aura obtenu l'interdiction que vous avez voulu éviter...

Vous aurez beau chercher; nul remède aux maux passés, nul remède aux maux à venir, & qui naîtront au sein de cette compagnie; nul remède n'est possible, que son privilège ne soit détruit..... Il le fera: oui, je le prédis avec confiance; & plutôt que de me plaindre de tant d'abus déshonorans pour

la nation , dont il a été l'occasion & la source , je serois tenté d'applaudir à ces manœuvres où les droits des citoyens & toutes les convenances publiques ont été si indignement violées , puisqu'elles sont arrivées enfin à un tel degré d'absurdité , que le remède devient inévitable. Non , je ne doute plus du triomphe très-prochain de la justice & de la raison. Le commerce des Indes orientales sera rendu à ses vrais propriétaires , seuls capables de le diriger par la concurrence au bien de la nation.

Mais la chute de l'agiotage seroit déjà un bien assez grand. L'avantage évident de l'état est que tout commerce se fasse avec le plus d'économie possible. Eh bien ! considérez seulement l'argent & le crédit employé au jeu des actions par les agioteurs ; & voyez s'il n'en résulte pas évidemment que le commerce de l'Inde occupe infiniment trop de moyens , & qu'il enlève cet inutile excédent à d'autres entreprises , tout autrement intéressantes peut-être..... Livrez , livrez nos provinces maritimes , comme toutes les autres , à des administrations intérieures ; elles auront bientôt , chacune dans leur circuit , quelque industrie particulière à échanger avec celle de l'Asie , & Paris où le siège d'une compagnie des Indes est une dérision , & non un fait de commerce , laissera enfin le génie tutélaire de la patrie suivre les loix éternelles de la nature des choses.

Après la caisse d'escompte , après la compagnie des Indes , les autres compagnies , foyers d'agiotage , méritent à peine l'honneur d'être nommées. C'est une pénible tâche que de redire les mêmes choses , ou de compiler des détails dont un honnête homme ne souille pas sa plume sans quelque pudeur. Il faut cependant épuiser , autant qu'il est en moi , mon sujet.... Eh ! quel spectacle plus hideux dans son obscure corruption , que celui de la compagnie des eaux , par exemple : comment y méconnoître la

prévarication qui naît infailliblement au sein des administrations, dès qu'elles deviennent agioteuses ? Ce que cet établissement pouvoit avoir d'utile, si sa marche eût été lente & graduée sur le succès, a disparu. Jamais objet principal n'est devenu plus étranger aux actions qui le représentent (23) ; jamais on ne montra mieux à découvert cette honteuse jonglerie qui n'a voulu que mettre à contribution la crédulité publique. Où sont ces succès tant vantés, tant promis ? Qu'a-t-on vu dans la dernière assemblée des actionnaires, si ce n'est l'obscurité du désordre & les énoncés vagues d'une administration qui n'ose rendre compte ni à elle-même, ni au public ? Et à quoi donc sert cet appareil de précaution qu'emploie le gouvernement pour assurer l'exactitude des comptabilités ? Quelqu'un observe dans cette assemblée, que le chétif dividende qu'on statue surpasse encore le produit qui doit le payer ; on lui répond : EH ! QU'IMPORTE ?

Cependant l'agiotage sur les eaux, dont les canaux feront bientôt de Paris la ville la plus mal pavée de l'Europe, sans qu'elle en soit mieux abreuvée ; l'agiotage ne voulant pas perdre cette table de jeu, a imaginé de la soutenir par une entreprise d'assurances contre le feu, dont l'inutilité a été invinciblement démontrée, sans parler des désordres très-graves qui en peuvent résulter. Mais à peine avoit-on prouvé cela, (MM. les agioteurs ont d'étranges manières de répondre aux bons livres) qu'une compagnie d'assurance s'est élevée, ou plutôt qu'elle a été proposée ; & l'on a vu se renouveler l'histoire de la compagnie espagnole des Philippines, dont les actions se vendoient à Paris, avant que personne, soit à Madrid, soit ailleurs, en eût une seule à sa disposition. Celle de la compagnie des assurances contre les incendies, sont actuellement portées presque au triple de leur prix de

création , tandis qu'il n'y a pas encore une seule assurance de consommée. Comment l'administration d'une compagnie presque entièrement illusoire , résisteroit-elle à ce qui peut soutenir des prix extravagans à son profit ? Aussi les expédiens de celle-ci tiennent-ils déjà une place distinguée dans l'histoire de l'agiotage.

Et par exemple cette compagnie cédant au prix de création une action au propriétaire qui fait assurer une certaine somme , la hausse extraordinaire des prix est cause que beaucoup d'assurances peuvent se faire pour plusieurs années , sans qu'il en coûte rien à l'assuré , auquel même il peut rester un profit considérable. Eh bien ! grâces à notre petite industrie , cette circonstance a fait naître un tripot selon les rites duquel Jean fait assurer à ses dépens la maison de Pierre , à condition que celui-ci lui laissera l'action promise par la compagnie. Et voilà comment on a senti la nécessité de se faire assurer ! Voilà comment on l'a prouvée ! Hâtez-vous , dit-on aux uns de vous faire assurer , & vous aurez pour cinq cens livres des actions que vous vendrez quinze cens ! --- Hâtez-vous , dit-on aux autres , d'acheter des actions de la compagnie d'assurance ; car voyez la foule qui vient se faire assurer... Telle est donc la logique de l'agiotage ! Tels sont les utiles emplois des capitaux qu'a fait naître celui de la compagnie des eaux , qui par lui-même ou par cette nouvelle spéculation , n'occupe pas moins , soit en argent effectif , soit en circulation de crédit , de quarante millions , (tandis qu'ils n'ont été créés que pour seize) consacrés en apparence à deux objets réellement absurdes & vraiment perdus pour la chose publique , pour la prospérité nationale , absolument perdus , si l'on excepte un très modique intérêt en compensation duquel on peut compter les pensées , le tems &

l'industrie des individus absorbés par toutes ces extravagances.

Ajoutez-y , pour vous faire une idée très-incomplète , des fonds agités par l'agiotage , l'immersion continuelle des actions de la banque de Saint-Charles dont la plus grande partie est en France , où elles occupent , tant en fonds morts , circulation de crédit , plus de soixante millions.

Et ne croyez pas que si l'on n'y apporte un remède prompt , sûr & sévère , l'Espagne borne-là ses succès contre nos finances. Notre fureur agiotaise peut très-bien la conduire à tenter d'extraire par nos mains de nouveaux trésors. Car enfin l'Espagne ne possède pas les monceaux d'or sur lesquels elle semble assise ; dans la désorganisation de son économie politique , elle en est comme nous aux expédiens du jour. Et remarquez que l'Espagne a , pour favoriser ces expédiens , un avantage qui nous manque ; celui de notre agiotage. Nous lui offrons ce qu'elle ne trouveroit nulle part ailleurs ; car nous seuls en Europe , sommes attaqués de cette démence. A quoi donc tient-il que quelque nouvelle charlatannerie inventée à Madrid , ne vienne faire briller quelque nouvelle chimère à nos imaginations délirantes (24) ?

Quoi qu'il en soit , l'agiotage françois soutient seul les actions de Saint-Charles en Espagne. L'intérêt personnel des directeurs espagnols combiné avec les besoins du trésor royal de Madrid , décident des opérations de cette banque. De quelque nature qu'elles soient , les Saints-Charlistes Parisiens décrètent les dividendes d'après les principes des utiles joueurs à la hausse ; car on sent que la théorie des joueurs à la baisse , tendante à repousser ce fonds dans son pays natal , les adroits Espagnols disent aussi que les joueurs à la baisse sont les ennemis du bien public , & que les joueurs à la hausse méritent des

statues (25) pour avoir trouvé le secret si utile à la gloire & à la prospérité des nations , de faire circuler des sommes prodigieuses sur le pied de vingt à vingt-cinq pour cent l'année..... Encore une fois , étonnez-vous si l'argent & le crédit sont rares pour toute autre chose que pour l'agiotage ! Etonnez-vous s'il arrive du numéraire & des hommes à Paris , pour se mêler à ces jeux au préjudice des occupations innocentes (26) !

Je ne connois pas assez les autres compagnies pour en parler. Je fais qu'il restoit encore quelque liberté dans nos établissemens sur la côte d'Afrique , & que la compagnie modeste , qui , sous le titre de compagnie de la gomme du Sénégal , tient magasin d'esclaves , vient de la détruire. Je fais que ses actions sortiront bientôt de l'obscurité ; qu'on en tient en réserve ; & que celles qui ont été distribuées , créées il y a peu de tems pour un million & demi occupent déjà un capital d'environ deux millions cinq cens mille livres.

Je fais que d'autres compagnies nous attendent , & qu'il faut en craindre chaque jour (27) aussi long-tems que les agioteurs exerceront leur art mensonger. Je fais que si l'on réunit tous les capitaux que forment entr'elles au taux de l'agiotage les diverses compagnies qui roulent sur des actions ; on aura une somme d'environ trois cens millions. Joignez-y tous les objets que l'agiotage renferme dans son domaine , les loteries & leurs doublemens , opérations dont on ne connoissoit pas encore d'exemple , les services pour la cour auxquels s'associent , comme on a vu , plus ou moins les joueurs ; & vous aurez indépendamment de toute considération morale , quelque idée du tort que ces accumulations déplorables font à nos vraies ressources , pour alimenter un jeu entièrement stérile , & préparer des ébranlemens dont nous voyons déjà les tristes avant-coureurs.

Croit-on de bonne-foi que la chute de toutes ces fortunes bâties sur le sable mouvante des illusions , de l'intrigue & des ses manœuvres les plus odieuses ne soient que de petits malheurs , des révolutions du commerce..... Des révolutions du commerce ! Eh ! c'est son plus terrible fléau ! C'est l'abus des jeux de hasard & de l'esprit de loterie ! Cet esprit funeste , venu d'Italie avec les impôts indirects de consommation ou de séduction , a corrompu les mœurs , a troublé la raison , a fait les malheurs du monde & continuera de les faire , tant que la pluralité des souverains ignorera que les désordres de la société diminuent leur autorité , leur puissance , leurs richesses ; tant qu'une sage , vertueuse & vigoureuse éducation n'apprendra pas aux peuples que tout jeu de hasard est en soi-même honteux , parce qu'il ne convient à l'honnête homme , ni de s'emparer au hasard du bien d'autrui , ni de mettre au hasard celui de sa famille.

Un jeu si pitoyable a cependant trouvé des apologistes. On a fait de gros livres pour prouver que la circulation qu'il faisoit naître , que les richesses fictives qu'il répandoit , ajoutoient beaucoup à la puissance & à la splendeur des Etats. On n'a pas vu que des fonds mis au jeu ne produisent rien , pas même des jouissances ; qu'en supposant le cas le plus avantageux , tout doit à la longue rester égal entre les joueurs , qui perdront au moins leur temps , leur intelligence , & les avantages qu'ils eussent retirés d'un emploi profitable de leurs capitaux.

On a mal à propos pris ces joueurs pour des négocians ; ils n'ont au contraire pu jouer qu'en se retirant d'autant du véritable commerce.

On n'a pas calculé quelle perte il résulteroit pour l'humanité entière de cette masse énorme de fonds enlevés aux avances de travaux utiles , & occupés pendant tant d'années à un jeu stérile & corrupteur.

On n'a pas calculé la perte causée par le mauvais emploi de l'esprit de tant de bonnes têtes qui ont épuisé leurs forces dans de futiles combinaisons, & ployé leur adresse à des ruses méprisables.

Si ce jeu qui les a séduites n'avoit pas été introduit, elles auroient tourné leurs efforts vers des usages utiles de leurs capitaux, qui auroient accru ces capitaux mêmes, en fécondant la production, ou facilitant le débit des fruits de la terre, dont l'augmentation & la distribution avantageuse ajoutent réellement au bonheur, ou, en d'autres termes, à la masse des subsistances & des jouissances de l'espèce humaine.

Les Hollandois ou les gros capitalistes des autres états de l'Europe n'aiment point à laisser leurs richesses oisives. Sans l'appas du jeu des papiers, ils auroient par-tout tenté des entreprises d'agriculture ou de commerce, proprement ainsi nommé, profitables à tout le monde. Des marais eussent été desséchés, des ponts construits, des arts simplifiés, la navigation perfectionnée, des machines économiques introduites, des salaires répandus, de nouveaux débouchés offerts de toute part aux denrées, de nouveaux emplois à toutes les matières premières. En regardant la chose sous cet aspect, on verra que les gros jeux de hasard, ou les loteries chères qui réduisent à l'inutilité, & à pis que l'inutilité de grands capitaux, sont encore plus redoutables que les établissemens du même genre, qui n'attaquent directement que le tems & le pain des petits gagistes de la société, & qui cependant sont bien dignes par-là de l'horreur qu'ils commencent à inspirer généralement.

Que conclurons-nous de tout ceci ? Faut-il proscrire tout agiotage & sévir contre des conventions libres ? Non, pas même quand ces conventions sont nuisibles aux contractans ; car leur liberté est

plus importante encore que leurs richesses (28). Mais il faut appeler les lumières, les livres, la liberté de la presse, seuls remèdes infailibles de ces funestes maux. Il ne faut pas de punition légale contre ceux qui s'abandonneroient à la passion du jeu ; il faut seulement conduire l'opinion publique à décerner contre eux la punition qui n'est jamais bravée, celle du mépris universel.

Mais combien n'est-il pas difficile d'atteindre à ce jour de restauration & de lumières dans l'ordre des choses où nous sommes !

L'administration est embarrassée de tant de faits particuliers ! Comment n'étoufferoient-ils pas les vues générales ? Nul Ministre n'a le tems de protéger d'après sa propre conviction & ses connoissances personnelles les efforts qui concourroient à un but commun. Cette multitude de bureaux, d'employés, qui d'un objet simple en lui-même forment des divisions, des subdivisions absurdes autant qu'innombrables, écrase l'habileté, la science, la justice, les règles, les principes, l'économie, les revenus. Tout disparoît sous le nombre infini de mains qui, voulant être nécessaires, mettent l'anarchie à la place d'un gouvernement régulier, mal d'autant plus grand que tout homme se fait payer suivant ses besoins, & que le tarif des besoins de cette armée de préposés, occupés deux heures en un jour, est dressé dans le lieu de la France où les besoins sont le plus exagérés & la dépense plus coûteuse.

Quand par la nature immuable des choses, la prospérité, le bonheur, la gloire du royaume ne seroit pas réservées à des administrations provinciales, ces considérations seules réclameroient une constitution, une forme d'après laquelle les choses qui doivent se faire, puissent se faire d'elles-mêmes suffisamment bien sur les lieux, sans que le gou-

vernement ait besoin d'y concourir autrement que par la protection générale qu'il doit à tous les citoyens.

Mais sous combien d'autres rapports ne sont-elles pas indispensables, si nous devons enfin devenir une véritable nation ! Aussi long-tems qu'une constitution régulière n'organisera pas le royaume, nous ne serons qu'une société composée de différens ordres mal unis, d'un peuple sans presque aucuns liens sociaux, dont chaque individu, occupé uniquement de son intérêt particulier, attendra pour tout la décision du Roi & de ses mandataires, qu'il ne fera pas possible de prévoir, même dans le fait le plus simple. Le monarque d'un grand état doit gouverner, comme Dieu, par des loix générales. Notre Roi le pourra, quand les parties intégrantes de son empire auront des formes connues ; il ne le peut pas dans l'état actuel des choses. Il faut qu'il statue sans cesse par des volontés particulières. Il faut qu'on attende ses ordres spéciaux pour contribuer au bien public, pour respecter les droits d'autrui, souvent même pour user des siens propres. Un tel gouvernement convient peut-être à une armée, mais non pas un peuple nombreux, assis sur le sol qui lui appartient. Encore une fois, jusqu'ici nous ne sommes pas une nation ; nous sommes une aggrégation de provinces réunies sous un même chef, mais presque entièrement étrangères l'une à l'autre, si ce n'est ennemies (29).

Notre amour pour notre Roi, voilà jusqu'à présent le seul lien de l'empire françois, le seul cri de ralliement de cent peuples épars. Mais cet amour reste au fond des cœurs pour ne paroître qu'aux momens qui l'invoquent ; & personne ne parvenant à se faire une idée d'un gouvernement tel que le nôtre, il est impossible de s'instruire des devoirs qui lient l'individu à l'état. L'opinion si naturelle

que le Roi ne peut pas tout voir, porte chacun à penser que dans son affaire il n'est pas sous l'œil du souverain. Chaque individu se considère comme isolé de la société, le gouvernement est regardé comme l'ennemi commun, le nom du Roi dont il se sert, comme une formule usurpée; & l'impuissance de résister devient le seul gage de l'obéissance. Comment dénué de la certitude d'être protégé par un ordre constant, chacun ne chercheroit-il pas à tromper l'autorité, à lui extorquer de l'argent & des faveurs, à éluder ses loix générales, à l'induire à des décisions particulières, à rejeter les charges sociales sur ses voisins? Comment les revenus ne se cacheroient-ils pas? (30) Comment l'inquisition odieuse, devenue nécessaire pour les découvrir, n'établirait-elle pas une guerre entre les gouvernans & les gouvernés, sous la triste & fausse apparence d'une guerre entre le Roi & son peuple? Guerre fatale & scandaleuse, dans laquelle il est presque impossible que l'autorité n'ait pas toujours tort! Car enfin dans quelle infinité d'occasions ne pourroit-on pas lui dire QUE SAVOIS-JE? Comment le gouvernement lui-même, pressé de besoin, ne se livreroit-il pas en aveugle à tous les expédiens des usuriers, à toutes les illusions, à toutes les fraudes de la cupidité?

Où, c'est au sein des administrations provinciales, c'est à l'aide de cette institution simple & sublime, que la France régénérée par la seule volonté de son souverain, passera sous une forme stable, imposante, digne de respect à ses descendans, & leur rappellera sans cesse, comme à sa nation, l'image d'un Roi citoyen. Alors les vœux de sa grande ame pourront être exaucés, la puissance de l'opinion publique viendra se réunir à la puissance souveraine pour l'accomplissement des plus grands desseins.

Alors

Alors les mœurs, ce premier lien des nations, porteront sur leur unique base, je veux dire l'instruction prise dans l'enfance des devoirs de l'homme en société. Après n'avoir eu long-temps des méthodes, des établissemens, que pour former des géomètres, des physiciens, des peintres, des musiciens, nous en aurons enfin pour élever des citoyens. Nous remercierons bientôt les administrations provinciales d'une instruction nationale, dirigée dans un seul esprit, dans des vues politiques, sur des principes uniformes, où l'étude des devoirs du citoyen, membre d'une famille, fera le fondement de toutes les autres, rangée désormais selon l'ordre de leur utilité dans leur rapport avec la société.

Alors, & seulement alors, il sera facile d'apprendre en tous lieux aux enfans & aux pères, que les propriétés, ces récompenses précieuses accordées par la providence au travail, doivent être conservées, améliorées, employées & non pas jouées.

Mais comme l'instruction publique est toujours moins puissante que la séduction; il faut ne plus tendre de pièges à l'avidité. Il faut détruire les compagnies à privilèges exclusifs, & les loteries de quelque espèce que ce soit; éviter les grands emprunts; diminuer cette masse effrayante de papiers circulans qui nous dévore; il faut sur-tout ôter le sceptre du crédit aux agioteurs & à leurs patrons, quels qu'ils soient.

Eh! s'ils restoient ce qu'ils sont en effet, les maîtres du royaume; quel avenir oseroit donc envisager les bons citoyens dans la crise où nous sommes plongés, à la suite des années les plus défastreuses que le ciel nous ait envoyées depuis long-tems? Au moment où les circonstances politiques

nous menacent d'orages extérieurs ; où les difficultés , les embarras , les dépenses s'aggravent tous les jours , à mesure que les ressources diminuent , avec la confiance , le numéraire , les capitaux , l'industrie , le terme d'un impôt odieux , dont le Roi a juré de ne pas permettre la prolongation... Que verions-nous ?

De misérables loteries pour convertir nos revenus en chances , & le trésor royal en académie de jeu ! Quelque refonte nouvelle sous de fausses proportions qui entravé de plus en plus notre commerce dans toute l'Europe , nous dévoue au reproche éternel d'ignorance ou de mauvaise foi , & mulcte tantôt les créanciers de l'Etat , pour l'Etat , tantôt l'Etat lui-même pour les créanciers ! Un criminel retour aux emprunts viagers sous quelque nom qu'on le déguise , malgré la répudiation solennelle de cet odieux gaspillage prononcé depuis trois ans ! Un plus criminel renouvellement d'anciens emprunts pour faire couler encore le pur sang des finances , en rouvrant des plaies fermées ! Une accumulation de services pour dévorer en anticipations des revenus encore à naître ! Une augmentation du nombre déjà si grand de Fermiers , de Régisseurs , de revenus de toute dénomination , qui , pour de chétives avances des mêmes fonds qu'ils ont déjà prêtés sous d'autres formes , acquièreront le droit de dévorer les derniers restes de la substance du peuple !..

Avec ces méprisables moyens , sans doute on louvoyera quelque tems encore , entre le secours des usuriers & la dissipation des courtisans... Mais quand ces derniers & tristes regains d'une si coupable moisson seront consumés ; quand la méfiance générale se refusera au renouvellement des billets de finance ; quand la caisse d'escompte sera devenue encore une fois la victime de ses propres excès ; quand la caisse d'amortissement , qui pouvoit ramener l'ordre dans la dette publique , & montrer du

moins la perspective d'un grand soulagement, aura été dénaturée, avilie, convertie en un foyer de corruption par des remboursemens de faveurs vendus à prix d'argent; quand un brigandage universel aura dispersé toutes nos ressources; quand tout crédit public & privé dans les affaires du Roi sera épuisé, que fera-t-on?... Oh! que feront les grands hommes du jour qui ont découvert dans l'agiotage les sources de la prospérité des empires?... Evoqueront-ils l'ombre de l'exécrable Terray?... Je m'arrête, & le lecteur me trouve déjà coupable pour avoir osé prévoir les malheurs que l'agiotage amèneroit infailliblement, s'il pouvoit durer.

Mais vous, que le père de la patrie convoque pour délibérer sur la chose publique; ô vous, les aînés de ses enfans, ah! ne traitez pas de craintes chimériques mes prédictions terribles! Osez montrer au Roi leur probabilité dans toute son étendue! Osez lui dire que nous avons depuis trois ans de trop sûrs indices de ce qu'il nous faut attendre du système de finances sous lequel nous vivons! Qu'il y va de son bonheur & de sa gloire à n'en pas laisser le plus léger vestige! Que si l'agiotage n'est pas étouffé, & l'animadversion la plus sévère montrée à tous ceux qui participent au plus déplorable des jeux, si les compagnies à privilèges ne sont pas détruites, & les compagnies nécessaires soumises à un régime rigoureux; le crédit public, dont la chute rapide & profonde est d'autant plus difficile à interrompre, qu'il s'étoit élancé plus vivement, & que celui de nos rivaux acquiert tous les jours plus d'énergie; le crédit public est perdu, les finances sont irrémédiablement bouleversées, les ressources taries, la banqueroute inévitable. Dites-lui que celui qui professe d'autres maximes ne peut être que l'ennemi de l'état; que l'adminis-

trateur à qui tout principe de bonne foi, de fidélité aux engagements, de respect pour la propriété est entièrement inconnu, ne doit pas tenir la grande chaîne des opérations du commerce, des engagements publics & de toutes les propriétés. Dites-lui, & son cœur vertueux n'aura pas de peine à vous croire, que dans les fonctions du gouvernement l'habileté exclut l'improbité; que les hommes publics, dont la morale est universellement odieuse, doivent être repoussés, quelque idée qu'on ait pu se former d'ailleurs de leurs prétendus talens; que le bien dire ne dispense pas du bien faire; que la souplesse de l'esprit, la facilité du travail, les graces du style, les préambules élégans, les beaux discours sont autant de pièces de conviction contre le Ministre qui expose avec art les bons principes, & les élude ou les insulte dans l'exécution... Dites-lui, daignez lui dire enfin que le citoyen qui ose parler ainsi & se nommer, doit attirer quelque attention sur la dénonciation qu'il apporte aux pieds du trône; car il n'a pu trouver un tel courage que dans le sentiment pressant d'un grand danger.

F I N.



P L A N

*Des opérations de l'Abbé d'Espagnac , pour
soutenir & continuer le monopole des actions
de la nouvelle compagnie des Indes.*

NE pourra exister dans la circulation que 17000 anciennes actions des Indes, les 3000 des administrateurs étant en dépôt.

Par l'arrêt du Conseil du 21 Septembre dernier , il a été créé 20000 actions de plus ; mais il a été réglé que ces actions appartiendroient aux anciennes : il a été ordonné en conséquence que le 21 Janvier de cette année , le propriétaire de chaque action ancienne la porteroit à la compagnie des Indes , qu'il y feroit le payement de 500 livres pour acquitter la moitié de la nouvelle action , qu'il la reporteroit ensuite le 21 Avril , & feroit un nouveau payement de la même somme pour acquitter l'autre moitié de cette action ; cependant il a été déclaré que toute personne qui voudroit profiter sur le champ de son droit , seroit libre d'acquitter à la fois les deux payemens , moyennant l'escompte , & pour reconnoître les actions qui auroient profité de ce droit en tout ou en partie ; il a été statué qu'on feroit sur chacune , à chaque payement , une estampe , de manière que l'action marquée de deux estampages , désignant quelle a consommé son droit à une nouvelle , rentroit dans la classe de ces dernières actions. ---

Les joueurs à la baisse n'ayant considéré dans la création des vingt mille actions , que le surcroît des moyens qu'elle leur présentait pour écraser l'effet au comptant , ont cru prendre leur revanche sur la hausse subite que cette création avoit occasionnée , & ils se sont empressés d'en vendre à découvert beaucoup plus même qu'elle ne pouvoit en donner.

(car il existe des engagements pour plus de vingt-

cinq mille actions.) Les mieux avisés ne voulant pas prendre ces engagements avant la seconde époque de l'estampage qui établit les 40000 actions, n'ont accordé la faculté de les leur escompter que du 21 Avril, les autres plus imprudens, l'ont accordé du 21 Janvier.

Cette opération peut être bonne en principe général, & près d'une époque où le numéraire se resserrant pour l'ordinaire, laisse la place sans moyens, étoit déjà mauvaise par la circonstance où elle étoit faite.

Une société se trouvoit alors propriétaire de douze mille actions, il lui devenoit par conséquent très-facile de s'emparer du reste, & comme il n'étoit pas possible d'avoir des actions nouvelles que par les anciennes, cette société les gardant jusqu'au 21 Avril sans les faire estamper, il n'y auroit eu de vingt mille actions créées, que les trois mille des Administrateurs, que les joueurs à la baisse eussent pu acquérir pour acquitter les engagements de Janvier. Mais quand les circonstances où cette opération a été formée, eussent été plus à son avantage, elle étoit en elle-même trop mal combinée pour qu'elle pût avoir aucune espèce de succès; une création de vingt-mille actions de plus, doublant l'effet sur la place, sembloit à la vérité au premier coup-d'œil obliger les joueurs à la hausse, de doubler leurs avances déjà très-considérables, & promettoit de leur part aux joueurs à la baisse, ou l'insuffisance des moyens, ou le découragement: mais si l'on eût voulu considérer la forme qu'avoit reçu cette création, si l'on eût fait attention qu'on pouvoit faire estamper, quand on le vouloit, partie ou totalité de ces actions, qu'on pouvoit par conséquent, ou conserver l'existence des anciennes jusqu'aux époques fixées, ou la détruire avant ces époques, on eût vu que la création ne servoit qu'à établir sur la même action, un double jeu, & que loin de favoriser celui qu'on avoit exercé jusqu'alors sous le rapport des anciennes, parce qu'elle en augmentoit le nombre, elle devoit nécessairement lui être très-préjudiciable, puisqu'elle laissoit à chacun & à chaque instant la liberté de diminuer,

L'évènement a justifié ces réflexions.

Une personne assez heureuse pour en avoir l'idée , a eu le courage de la suivre depuis la fin d'Octobre dernier ; les joueurs à la baisse , suivant le même principe qui les avoit aveuglés , n'ont pas fait de difficultés de lui vendre plus de onze mille actions non estampées.

Il suffisoit d'avoir créé de pareils besoins pour que l'effet prit un grand essor , quand aucune des anciennes actions n'eût profité de son droit ; qu'aucune de 17000 n'eût changé de nature , il y en avoit à fournir 6000 de plus qu'il n'en existoit , & ce nombre étoit trop considérable pour ne pas produire la plus grande fermentation.

Des circonstances particulières ont altéré un peu cette position , mais pas assez pour qu'avec de la suite & du courage , on ne la rendit aussi brillante. Il n'existe plus aujourd'hui 17000 actions , attendu qu'il y en a déjà 1100 qui ont joui de leur droit.

Le nombre de ces actions est donc réduit à 15900.

Du moment qu'il y en a 1100 d'estampées du double estampage , il doit y en avoir sur la place 2200 nouvelles qui , jointes aux 3000 des Administrateurs , font 5200.

L'état des actions des Indes qui peuvent être sur la place , est donc en anciennes de 15900 , & en nouvelles de 5200.

De ces 15900 la société en a chez les suivans :

Chez Mr. Grenus , , , , , , , , ,	1000
Mr. Pourrat , , , , , , , , ,	902
Mr. de Rougemont , , , , , , , , ,	710
Mr. Grand , , , , , , , , ,	200
Mr. Mallet , , , , , , , , ,	1500
MM. Girardot & Haller , , , , , , , , ,	1000
Dont Mr. le Comte de Sènessé est chargé) & qui sont placées chez : , , , ,)	5400
Mr. Maller dont les numéros sont fournis ,	600
Mr. le Chevalier Lambert , <i>idem.</i> , , ,	150
Mr. Larmoyé , <i>idem</i> , , , , , , , , ,	200
Mr. le Couteulx , , , , , , , , ,	344
Mr. Lalanne , , , , , , , , ,	94
<hr/>	
Total , ,	12100

*La Société a encore à recevoir à la fin du mois,
de MM.*

<i>A recevoir de Messieurs.</i>	<i>Nombre d'actions.</i>	<i>Prix.</i>	<i>Résultat des somm.</i>	<i>Sommes à donner pour les estampages.</i>
Leffert.	300	100 1605 200 1600 100 1727	480500	150300
Germain.	425	50 1790 200 1000 75 1770 200 1690 150 1610	705750	212500
Duplain. En Février.	350		579750	175000
Rougemont.	200	1700	340000	100000
Roge.	100	1900	160000	50000
Du 10.				
Scherb.	300	200 1600 100 1600	508300	150000
Du 15.				
Duplain.	700	200 1680 200 1640 300 1600 600 1650	1144000	350000
.....	600		990000	300000
Du 19.				
Germain.	200	1700	340000	100000
Du 28.				
Grimoul.	100	1690		
Leffert.	115	1600	169000	50000
Prudhomme.	600	2400	284000	50000
En Mai 31.			1144000	300000
Romey.	100	1750		
En Avril 30.			175000	50000
Rougemont.	300	1600	180000	150000
Duplain.	200	1600	320000	100000
Scherb.	150	1600	240000	75000
Mallet.	50	1600	80000	25000
Plus, 700 que je me suis en-				

<i>A recevoir de Messieurs.</i>	<i>Nombre d'Actions.</i>	<i>Prix.</i>	<i>Résultat des sommes.</i>	<i>Sommes à donner pour les estampages.</i>
gage de don- ner pour Ba- roud à la so- ciété, & qui font dès ci- après, savoir: 28 Février.				
Roux de la Corb.	100	1800	180000	50000
Romey.	100	1790	179000	50000
Du Coster.	50	2000	100000	25000
DeLamande.	100	1000	170000	50000
.....	100	1800	180000	50000
Germain.	200	1800	360000	100000
Lessert.	50			25000

TOTAL 5490. Il faut ajouter à cette somme,
800 en circulation chez M. Mallet &
de Baulieu, appartenant à M. de
Montesquiou, étant de mes amis.
300 de Lullin qui m'appartiennent.
100 de Chifat.
100 de Lamande, cédé à M.
100 de Duplain.

TOTAL 6890.

Il résulte de ce Tableau que quand tous les particuliers propriétaires d'actions anciennes des Indes les auroient fournies aux créanciers de la société pour acquitter leurs dettes, il y en auroit encore deux mille neuf cent quatre-vingt-dix qu'ils feroient obligés d'acheter de la société au prix qu'elle voudroit leur faire payer.

Le Tableau de la position des joueurs à la baisse, par rapport aux nouvelles, n'est pas moins effrayant.

En calculant sur 15900 anciennes, il ne peut y en avoir que 5200 de nouvelles. — De ces 5200 il y en a en nature.

Chez Mr. Pourrat , 400 appartenant à une société.

Chez M. le Couteux , 300 *idem*.

Chez Mr. Devillas , dont les Nos. sont donnés , 200 *idem* } 1350

Chez Mr. Devillas , *idem* 200 *idem*.

Chez Mr. Joannot , *idem* 250 *idem*.

Les 5200 actions sont réduites à 3850.

Il y en a d'escomptées pour le 8 & le 15 Février.

<i>A Messieurs ,</i>	<i>Nombre d'actions.</i>		<i>Prix.</i>	<i>Sommes.</i>	<i>Résultat.</i>
Gaillard.	500	300	1300	650000	650000
Clavières.	550	200	1340	402000	668500
			1300	200000	
		50	1350	66000	
Ribs.	400	350	1400	470000	556000
		50	1320	66000	
Campy.	200	100	1400	140000	278000
		100	1380	138000	
Beaulieu.	200	100	1450	145000	275000
Mallet.	100	100	1300	130000	
L'Am. Prazu.	60		1335	135000	135500
			1230	73800	73000
Romey.	400	100	1430	143000	
De Lalanne.	200	300	1500	450000	593000
Grenus.	300		1400	280000	280000
			1400	420000	420000
A recevoir de Grimoud , fin du mois prochain.	50		1540	77000	77000
				4300800	4000800

Il y a ensuite 100 de Laman de ce que j'ai fait escompter par un particulier.

100 de Clavière , ordre Romey.

300 de Ribs.

200 à recevoir de Mr. Sabbatier , le 3

50 à recevoir à la fin du mois.

750

Il y a donc ici au 15 Février 3760 actions.

Des 3850, il n'en restera donc que 90 pour les avoir toutes. Mais il restoit à fournir à la fin de Février en actions appartenant à la même société.

Par Mr. Mallet	200
Par Beaulieu, garanti par Mallet.	200
Par Mallet, père & fils, espté.	
Du 25 Février.	200
Au 10 Mars, de Clavière . . .	400
De Ribs, espté. du 15 Février. .	300

TOTAL . . 1300

Sans compromettre donc 500 actions escomptables du 21 Janvier, appartenant à une autre société, 15000 escomptables du 21 Avril au premier Mai dont tous les compromis ont été entre mes mains, & tant d'autres que la hausse successive de cet effet déterminera, on voit que les joueurs à la baisse, sous le rapport de nouvelles actions, seront dans tout le courant de Février à la merci de la nouvelle société, comme ils doivent être de la première, sous le rapport des anciennes. D'après les tableaux ci-dessus, il est aisé de concevoir l'avantage qu'il y a de jouer à la hausse sur l'action des Indes, & ce jeu n'est pas bien compliqué; il consiste à ne pas vendre en ce moment une seule des actions qu'on a à recevoir pour les avoir toutes; à se prémunir par conséquent de l'argent nécessaire pour les recevoir; & en acheter d'abord à terme, ensuite au comptant tout ce qui se présentera.

Tout le tems qu'on fera les achats à terme il faut avoir soin de comprimer l'effet au comptant, pour les faire à meilleur marché; mais il faut bien se garder d'être en aucun tems arrêté par le prix; il faut que les deux sociétés songent bien que dans la position où elles se trouvent, c'est-à-dire dans la certitude où elles sont de recevoir d'ici à quinze jours toutes les actions, soit anciennes, soit nouvelles, aucune vente à terme à quelque prix que ce soit, ne peut que leur donner des bénéfices dès que le vendeur sera en état de payer.

Car, ou l'action vendue sera réellement entre les mains de celui de qui on l'achetara, ou elle n'y sera pas : si elle n'y est pas, le vendeur joue à découvert, & il fera, à l'époque de l'escompte, obligé de l'arracher des mains des sociétés aux prix qu'elles jugeront à propos. Si elle y est, il est alors évident qu'il en manque à ceux qui, par l'escompte déjà donné, sont obligés de les fournir; & alors c'est sur ces personnes que tombera la dure nécessité dont on vient de parler. En faisant les achats à terme, il faut s'attacher principalement à ceux où l'on donnera les numéros, il faut offrir deux pour cent de plus sur le prix actuel pour en avoir de pareils; c'est une manière de circuler qui ne coûte rien; les seuls inconvéniens qu'il y ait à craindre, pour cette spéculation, c'est la violation des dépôts & le besoin d'argent.

Par rapport au premier article, je propose à la société des anciennes un moyen bien simple pour prévenir toute fraude à cet égard; c'est de laisser à la compagnie des Indes, les actions que les banquiers ont envoyé à l'estampage, & de faire remettre à chacun, par la compagnie, au lieu de ces actions, une simple reconnaissance de la quantité qu'ils en ont en dépôt.

Je propose à l'autre société de les percer centaine par centaine de deux coups de poinçon, pour y passer une ficelle qu'on cachetera par les deux bouts. On est bien sûr qu'avec ces deux précautions les dépôts ne pourront être violés qu'aux dépens d'un déshonneur qu'aucun banquier ne voudra encourir. Par rapport à l'argent chaque société n'en a besoin que pour acquérir, la première les 3900 actions restantes; la seconde les 3950: car, ce nombre d'actions acquis, il n'y a plus qu'elle qui en puisse vendre; c'est donc au contraire d'elle-même qu'on est obligé d'en acheter.

Suivons, d'après ce principe, la marche que doit suivre la société des anciennes, & voyons ce dont elle a besoin.

Dans les 5490 actions qui lui sont dues, la société doit escompter de préférence tous les simples

engagemens , parce qu'elle est bien sûre qu'on ne pourra lui disputer le prêt.

Il faut donc qu'elle reçoive :

Le 31.

Les 300 de Mr. Deleffert	630500	} 2743250
Les 425 de Mr. Germain	918250	
Les 350 de Mr. Duplain	754500	
Les 200 de Mr. Rougemont	440000	

Le 3 Février.

Les 600 de Prudhomme , , , ,	1740000
------------------------------	---------

Le 8.

Les 300 de Mr. Decherb , , , ,	958500
--------------------------------	--------

Le 10.

Les 200 de Mr. Germain	440000	} 1549000
Les 100 de Mr. Grimoul	219000	
Les 200 de Mr. Romey	454000	
Les 200 de Mr. Duplain	436000	} 2133000
Les 500 , , , , ,	1058000	
Les 500 de M. A. , , ,	1075000	

Tot. 3875

Total 8823750

Il ne faut à la société des anciennes , pour achever toutes les opérations , que 8823750.

Elle doit toucher , d'ici au 10 Février , suivant l'état qu'elle a entre les mains 8255000 , que je lui ai fait prêter pour six mois & un an , sur ces 8255000 , il y en a eu 600000 livres remboursées à Mr. Haller , 500000 livres prises pour l'estampage au 21 Janvier , & 500 autres environ pour des achats faits au comptant ; des 8255000 l. il ne reste donc plus que 6650000.

Savoir , à présent comptant , , , ,	2050000
à toucher le 31 , , , , , , , , ,	2350800
le 6 , , , , , , , , ,	530800
le 10 , , , , , , , , ,	800000

Et en lettres qui doivent rembourser les frais d'estampage , & être comptées comme argent , , , , , , , , , , , , , , ,

918750

Les 2875 actions à recevoir d'ici au 10 Février , soit parce qu'elles sont dues , soit parce qu'on les escomptera , ne coûtent que 6690750 livres.

On voit donc que la société a entre ses mains, à bien peu de choses près, ce dont elle a besoin pour les recevoir : quant aux 2133000 qui lui sont nécessaires pour les 1000 qu'elle doit recevoir le 15, on peut être tranquille, puisqu'indépendamment des trois millions & demi que Mr. de Seneffe a empruntés, pour se passer du renouvellement de circulation, en cas que des banquiers, qui en ont menacé Mr. le Comte de Seneffe, le refusassent, j'ai déjà arrêté du 1 au 15 Février 1800000 livres en sus. Voyons à présent ce qu'il faut pour l'autre société.

Elle a à recevoir, le 8 Février, 2250 actions, excepté qu'elle doit payer , , , , , 3079000
Et du 10 au 15 . . 860 qu'elle doit payer , 1222800

Total 4301800

Cette société ayant six millions en argent ou valeur, a donc deux millions de plus qu'il ne lui faut pour la présente spéculation. Il est donc évident que les deux sociétés ont le moyen, d'ici au 15 Février, de faire disparaître de la place toutes les actions anciennes & nouvelles qui y sont encore.

Il est donc évident qu'à supposer que tous les propriétaires d'actions les portassent sur la place, ce qui ne peut se faire qu'en les élevant à un très-haut prix, il en resteroit encore à découvert un nombre très-considérable, soit en anciennes, soit en nouvelles, quoique je n'aie pas compris dans les tableaux ci-dessus beaucoup d'engagemens dont on peut tirer une espèce de parti. Les 1900 qui forment une difficulté entre Mr. Delessert & la société des anciennes, & 700 de Mr. Razuret.

Il est donc évident que les deux sociétés s'entendant bien, & resserrant, chacune de son côté, les actions qui la concernent, les joueurs à la baisse ne peuvent éviter leur perte; car de deux choses l'une; ou ceux qui ont à livrer des actions nouvelles en achetteront des anciennes, pour les faire estamer, ou ils se contenteront d'acheter celles qui existent sur la place. Dans ce dernier cas, on a vu ci-dessus qu'on ne pouvoit fournir, ni en an-

ciennes , ni en nouvelles , tout ce qu'il y a livrer. Dans l'autre , tous les besoins du moment en nouvelles feroient remplies , mais il s'en formeroit par-là de plus grands dans les anciennes.

Il est donc évident qu'il est inutile d'acheter aucune action au comptant , qu'il suffit simplement de tenir son argent prêt , pour recevoir celles qui sont à livrer , & qu'il faut , jusqu'à cette époque , acheter tout ce qui se présentera de la part des bons vendeurs , à des termes qu'on pourra rapprocher par l'escompte , ou prêter tout ce qu'on demandera de cette manière ; mais en ayant soin d'acheter sur la place celles qu'on prêtera.

NB. On ne garantit pas les fautes de chiffres du plan de Mr. l'Abbé d'Espagnac. Cette sorte d'erreurs , qui appartient au copiste , n'influe en rien sur le jugement qu'on doit porter des opérations des acapareurs-agioyeurs.

Remarque sur ce plan d'opération.

Je ne ferai point de notes sur ce plan infâme ; il recelle une corruption si profonde , qu'il impose à un honnête homme le devoir de ne pas même l'expliquer ; car enfin la sûreté publique exige qu'on ne donne point une décomposition exacte des poisons.

Eh ! quel honnête homme ne ressentiroit point de l'horreur à la lecture de cette seule phrase qui termine le chef-d'œuvre de perversité ! « il est donc évident qu'il est » inutile d'acheter aucune action au comptant , qu'il suffit » simplement de tenir son argent prêt pour recevoir celles » qui sont à livrer , & qu'il faut jusqu'à cette époque » acheter tout ce qui se présentera de la part de bons » vendeurs à des termes qu'on pourra rapprocher par » l'escompte , ou prêter tout ce qu'on demandera de cette » manière , mais en ayant soin d'acheter sur la place celles » qu'on prêtera . . . ».

Il faut prêter tout ce qu'on demandera . . . Ainsi , l'abbé d'Espagnac & ses complices prêtent des actions , afin que ceux qui les empruntent & les vendent pour se procurer de l'argent , forcés par cela même de devenir des joueurs à la baisse soient ainsi les victimes de l'amitié prêteuse !... Quelle infernale perfidie !

Elle me rappelle une anecdote que je crois devoir à

l'instruction publique , & peut-être à l'abbé d'Espagnac lui-même , qui en fera son profit pour sa sûreté personnelle.

Vers le milieu de ce siècle , de fameux scélérats anglais formèrent une association pour élever des voleurs & les faire pendre sur leurs témoignages combinés , afin de recevoir la prime de cinquante livres sterling que le gouvernement donne par tête de brigand.

L'agiotage des amendes étoit comme on voit l'industrie de cette société. Les malheureux qui la composoient avoient , comme l'abbé d'Espagnac , leur plan de guerre ; ils immolèrent comme lui plus d'un innocent ; ils remportèrent comme lui plus d'un succès.

Ils furent découverts enfin , & nulle loi ne pouvant alors les faire pendre , on les attacha au pilori où la fureur du peuple les mit en pièces.



NOTES.

(1) **R**EMARQUEZ que j'ai publié la charte originale de la banque de St. Charles (charte que pour le dire en passant , le gouvernement , ni aucun de ses mandataires ne connoissoit , ni ne possédoit) le mémoire donné par le fondateur de cette banque à la cour d'Espagne , le prospectus publié en France par les agens les plus dévoués de M. Cabarrus. Certes , je pouvois mal raisonner ; mais il étoit difficile d'être plus instruit. J'ai gardé le silence sur cette politique avilissante qui punit un homme de l'ouvrage qu'elle lui a demandé. En effet supprimer mon livre , n'est-ce pas avoir voulu me punir ? Et quelle idée donneroit de moi aux hommes sages l'arrêt par lequel on a prétendu le flétrir , si depuis long-tems une triste expérience ne les tenoit pas en garde contre le sens naturel & les conséquences directes des mots qu'emploie l'administration ? J'ai voulu fermer les yeux sur ce scandale trop familier à tous les gouvernemens. Mais les suites en ont été bien fâcheuses ; car les Sts. Charlistes ont repris courage , relevé leurs actions , & détruit autant qu'il est en eux le bien que je faisois à mon pays.

(2) *Agio banco , del credere , per contra , &c. &c.* & beaucoup de mots de cette nature sont passés de Venise dans le jargon commerçant des nations du nord , des villes anféatiques , &c. & dans le nôtre.

(3) Un philosophe sévère sera tenté de dire que l'agiotage sur les papiers qui proviennent des emprunts publics repose sur une calamité , & que les palliatifs qu'il y apporte ne sont qu'une calamité de plus ; car cet agiotage qu'on appercevroit à peine si ces papiers n'étoient pas en grand nombre , ne sert qu'à faciliter les emprunts dans des circonstances où le plus souvent il seroit à souhaiter qu'ils fussent rendus impossibles. Dès qu'ils surpassent cette partie du numéraire que les capitalistes garderoient dans leurs coffres , sans cette sorte d'emploi , ils privent l'agriculture , le commerce proprement dit , & les manufactures de l'argent qui eût aidé , étendu , fécondé leurs travaux ; & si l'emprunt n'a pas pour objet immédiat des entreprises qui favorisent l'agriculture , le commerce & les manufactures , plus qu'il ne les charge , il gêne , il meurtrit , il mutilé la sorte d'industrie dont dépend la vraie gloire , je veux dire la prospérité des états.

Lorsque le gouvernement d'un côté, l'agriculture, le commerce, les manufactures de l'autre, se disputent l'argent, il est mis à l'enchère, le prix de l'intérêt s'élève, & c'est dans ce funeste combat que les agioteurs s'introduisent. Ils paroissent étayer, supporter, soulever le poids de l'emprunt par la circulation sur crédit qui s'établit entre eux. Mais il faut des variations de prix pour animer l'industrie de l'agiotage. Et d'où naissent-elles ces variations, si ce n'est de la mobilité des opinions sur les divers degrés de confiance que mérite ou ne mérite pas tel ou tel papier ? Les agioteurs ont donc intérêt à entretenir cette mobilité ; elle est la source de leurs bénéfices ; la crainte & l'espérance sont leurs moyens. De même que l'abondance & la variété des marchandises sont favorables au commerce, de même l'agiotage convoite abondance & variété de tous ces papiers, tristes certificats de la disproportion entre les dépenses de la grande famille & ses revenus. Or, l'impossibilité d'emprunter eût bientôt fait disparaître cette disproportion que les facilités offertes par l'agiotage prolongent, entretiennent, augmentent.

Dans un pareil état de choses, une industrie dont les rameaux n'atteignent jamais à la terre, cette mère de toutes les richesses ; une industrie parfaitement semblable à celle des joueurs dans les académies, se rend l'arbitre des finances par la rivalité malheureuse qu'elle suscite à l'industrie productive, & aux besoins du gouvernement, pour qui tous les secours deviennent rares, chers & difficiles.

L'agiotage, en tant que commerce sur nos innombrables emprunts, coûte bien cher au peuple ; car en même temps qu'il en extorque des intérêts usuraires, il lui rend chèrement les instrumens nécessaires pour les payer.

Quant aux effets des renversemens, de la circulation que les emprunts produisent, est-il prouvé que sans les emprunts publics, le numéraire s'entasserait dans les coffres du prince ou des particuliers, & seroit par-là dérobé à la circulation ? Cette supposition n'est admissible que, là où le défaut de lumières & de sûreté porteroit à thésauriser. (Encore alors les emprunts sont-ils à peu près impossibles ; car crédit suppose confiance.) Quand il y a lumière & sûreté, on peut s'en rapporter à la seule industrie, au seul génie du commerce, pour faire circuler toutes les espèces de capitaux, sans le secours des emprunts. Et quelle différence entre ces deux sortes de circulations ? Celle que le commerce anime, crée sans cesse de nouvelles valeurs, elle porte par-tout une sève génératrice ; tandis que la circulation occasionnée par

les emprunts public n'est qu'un mouvement stérile, un tems perdu pour la véritable destination de l'argent, de la science & du travail qu'absorbe l'agiorage.

On atteste, en faveur des emprunts publics, la richesse, la puissance des nations emprunteuses; mais cette richesse, cette puissance avoient commencé avant les emprunts.

Eh! qui nous dira que ces opérations forcées ne hâtent pas cette inévitable maturité où se trouve le terme de la prospérité des nations? Ce qu'on allègue de plus précieux en faveur des emprunts, c'est qu'ils rassemblent dans le court espace de quelques années les revenus d'un grand nombre, & rendent ainsi possibles de prodigieux efforts. Mais cela même n'est-il donc pas un mal? Et ces opérations ne pouvant se faire qu'en portant tout le mouvement qu'elles donnent sur un seul point, peut-on en concevoir un bon effet constant pour le corps politique, qui ne doit tendre qu'à la perpétuité?

Qui nous dira enfin le degré de puissance où seroient arrivés, sans les emprunts, ces états dont l'éclat éblouit? La nature n'abandonne pas l'enfant dont l'ignorance entrave les mouvemens. Sans doute il peut marcher; mais sans les gênes cruelles qu'on lui impose, il eût marché plutôt, avec plus de force, de grace & d'agilité.

Voilà en substance ce que l'on peut dire contre le système des emprunts, & ces objections sont très-graves sans doute; mais dans l'état actuel des choses, les grands efforts subits étant quelquefois nécessaires pour les opposer à ceux des puissances rivales, & les hommes d'état n'ayant trouvé jusqu'ici que le système des emprunts pour rendre possible une grande explosion de puissance, c'est un moyen qu'il faut se garder d'atténuer, & dont pour cela même il ne faut pas être prodigue. Empêchez les gouvernemens d'emprunter si souvent, & vous leur rendrez un grand service; mais n'empêchez pas ce qui favorise les emprunts, si vous êtes forcé d'y avoir recours: ce seroit condamner l'homme à se priver d'une partie de sa santé, de peur qu'il n'abuse du reste.

(4) Nous croyons utile d'expliquer les différentes formes de spéculations en effets publics. Cette théorie trouvera d'autant plus naturellement sa place ici, qu'elle est en général très-inconnue en France, & qu'elle n'a encore été développée dans aucun livre.

La première sorte de spéculation qui s'exerce sur les actions & autres effets publics, est celle des simples capitalistes qui agissent sans efforts, par le seul emploi de leurs capitaux réels, c'est-à-dire de l'argent dont ils peu-

vent disposer. Ils achètent quand ils prévoient une hausse. Ils vendent lorsqu'ils craignent une baisse. Ils ne signent point de compromis, ils ne créent aucun papier de circulation. Ils n'ont pas besoin de chercher à faire de l'argent, ils n'emploient que celui dont ils ont déjà la libre disposition. Dans des tems calmes, & quand la masse des effets commercables est contenue dans de justes bornes, cette première classe de spéculateurs doit suffire aux besoins de la place. Mais lorsque les emprunts se sont succédés avec rapidité, lorsqu'on a permis ou toléré l'introduction subite d'actions étrangères pour une valeur de soixante millions, & d'actions de compagnies nationales pour plus de deux cens vingt millions, il est impossible que la négociation de tous ces effets se renferme dans d'aussi étroites limites, & il se forme une seconde classe de spéculateurs.

Elle se compose principalement des banquiers & autres gens d'affaires, au nombre desquels se mettent les Lyonnais & les Genevois, qui, outre leurs capitaux réels, ont le moyen de se procurer de l'argent par la création de lettres-de-change fictives, d'acceptations réciproques, & autres papiers de circulation qu'ils font escompter, soit à la banque de secours, soit chez les particuliers. Avec le fonds qu'ils se procurent ainsi, ils achètent les effets publics au comptant, & les revendent pour des termes plus ou moins éloignés à d'autres spéculateurs assez confians dans la hausse pour les acquérir à des prix bien au-dessus de ceux auxquels les banquiers les avoient achetés comptant.

Ces derniers spéculateurs forment une troisième classe dont les opérations favorisent prodigieusement la hausse des prix, en donnant les moyens d'acheter sans argent, ou du moins d'être en quelque sorte propriétaires des effets avant de les avoir payés. Mais aussi lorsque leur prix surpasse ce que les gens éclairés regardent comme leur valeur raisonnable, ceux-ci prévoyant la baisse, cherchent à en profiter dans leurs spéculations. Alors ils vendent pour livrer à un terme quelconque les effets qu'ils n'ont pas, & attendent pour les acheter que la baisse les y invite, ou que l'échéance de leurs marchés les y force.

On voit que toute spéculation en effets publics ne peut se réaliser qu'après deux opérations contraires ; un achat & une vente. Rien n'oblige le spéculateur à commencer par l'une de ces opérations par préférence à l'autre. La seule opinion de l'évènement des prix, le détermine à cet égard. S'il pense que les effets vont haus-

fer, il achete d'abord pour revendre plus tard. S'il pense au contraire que les prix vont baisser, il commence par vendre; il profite ainsi du haut prix qu'il trouve encore, & il finit par acheter quand la baisse est venue. L'une de ces opérations n'a rien de plus recommandable ou de plus condamnable que l'autre. Elles ne deviennent vraiment répréhensibles que lorsque la fraude s'y mêle, ce qui arrive toujours quand la masse des papiers circulans surpasse les forces naturelles des spéculateurs; & tel est le malheureux état de choses où nous sommes arrivés.

(5) Ainsi l'on donneroit de l'agiotage une définition assez juste & sur-tout très modérée, en disant qu'il est l'étude & l'emploi des manœuvres les moins délicates, pour produire des variations inattendues dans le prix des effets publics, & tourner à son profit les dépouilles de ceux qu'on a séduits ou trompés.

(6) Récemment éteinte pour cause de prévarication.

(7) La caisse escompte pour plus de trois cens millions de lettres-de-change, & le papier qu'on lui présente est estimé à six fois cette somme.

(8) Je l'ai imprimé à la suite de cet ouvrage.

(9) Depuis que ces lignes sont écrites, l'abbé d'Espagnac est devenu, dit-on, le propriétaire unique de cet acaparement. L'acte en est passé pardevant notaire; il paye les actions à la bienheureuse société à un prix qui en enrichit tous les membres, ce qui semble supposer qu'il a les revenus de l'état à ses ordres. Car si cela n'est pas, avec quel argent le prêtre agioteur payera-t-il donc ses associés? Il les hypothèque sur le produit des actions; mais ces produits toujours retardés, toujours rendus plus difficiles par les énormes intérêts que lui coûtent ses emprunts & ses manœuvres, quand se réaliseront-ils?... Et c'est de ce monopole, c'est des manœuvres qu'il nécessite, que l'abbé d'Espagnac prétend tirer la preuve d'un grand talent! Ah! j'admire sa perversité; je m'épouvante sur-tout de celle des protecteurs, au moyen desquels un tel homme soutient, souleve une telle machine; mais je ne leur connois de talent que l'indifférence des moyens.

(10) Terme de l'argent: *prendre l'effet en avant*, c'est jouer à la hausse; *en arrière*, c'est jouer à la baisse.

(11) Je ne parle pas ici des mensonges grossiers que font courir les agioteurs pour favoriser leurs spéculations, j'ai dit seulement qu'il n'y a ni joueurs systématiques à la hausse, ni joueurs systématiques à la baisse; mais il y a des joueurs honnêtes & des joueurs malhon-

nêtes ; & la malhonnêteté peut s'appliquer à faire baisser le prix même trop haut d'une action comme à le faire monter. Un joueur malhonnête est dans l'agiotage ce qu'est le faiseur de signes dans les tripots. Par exemple , lorsqu'un certain homme qui figure aujourd'hui parmi les prétendus joueurs à la hausse , & qu'on vient de revêtir d'une très-grande charge de finance , lorsque cet homme fit mettre dans les papiers anglois une fausse nouvelle pour faire baisser le prix des actions des Indes , que d'autres agioteurs faisoient monter , il fit une chose infâme.

(12) C'est ce que dans le Dictionnaire d'Espagnac , Barroud & Compagnie , on appelle *fouetter la toupie*.

(13) Un arrêt du conseil dit que par cette opération *on tend des pièges à la foi publique* , & appelle *nulles* de pareilles ventes.

Je voudrois qu'on m'apprît nettement pourquoi l'on refuseroit de vendre *ce que l'on n'a pas* , lorsqu'on a du tems pour *livrer* , c'est-à-dire , pour se procurer la quantité vendue ? Quelqu'un a-t-il vendu pour livrer dans le même moment cent trente millions d'un emprunt , tandis qu'il n'en existe que cent vingt-cinq ! A-t-il vendu deux cens mille actions de Saint-Charles , tandis qu'on n'en a créé que cent cinquante mille ? En ce cas l'acheteur & le vendeur sont des fous peu dangereux , & c'est leur donner une bien fatale importance que de vouloir les guérir par des arrêts , qui enseignent à une nation qu'une promesse n'en est point une , & aux étrangers que le Gouvernement françois peut mettre en pratique les maximes également folles & corrompues , qui mesurent à la convenance bien ou mal apperçue du moment le degré de respect que l'on doit aux engagemens librement & légitimement contractés.

Mais enfin chaque vendeur ne répond-il pas de son propre fait ? S'il en est qui aient vendu ce qu'ils n'avoient pas , c'est de la manière que vend ce qu'il n'a pas tout fournisseur à tems de choses quelconques qui lui sont demandées. Ces entrepreneurs peuvent se tromper sur leurs moyens & sur leurs ressources ; mais on ne s'étoit pas encore avisé de les en punir en regardant comme *nuls & insolites* les engagemens de ce genre. On ne s'étoit pas encore douté qu'ils *tendissent un piège à la foi publique*. Et pour tout dire , je soutiens que cette accusation qu'on a fait si longuement retentir est inintelligible. Comment en effet le vendeur de 100,000 livres de l'emprunt de 125 millions , livrables à un certain terme , auroit-il tendu un piège à la foi publique , parce qu'en réunissant la somme de tou-

res les ventes pour quelqu'époque que ce soit , & dont le nombre & les termes sont également & parfaitement ignorés de lui , on trouve qu'elles surpassent 125 millions ? Les vendeurs n'ont évidemment pas pu s'entendre , pour ces absurdes ventes ; & ce seul exposé démontre qu'on n'a voulu , en déclarant nuls de pareils marchés , qu'alléger l'intolérable fardeau des engagemens excessifs des acheteurs , ou faire leur fortune.

Au reste , je prie ceux qui le savent de vouloir bien m'expliquer qui , dans un pays où l'on fait un si grand crime de vendre ce qu'on n'a pas , a le crédit , le droit , l'autorité de faire coter sur les papiers publics le prix d'effets qui n'existent pas. Telles sont les nouvelles actions de la caisse d'escompte. (*Ceci est écrit le 20. Février 1787.*)

(14) Ces considérations sont de la plus haute importance. Les effets de l'agiotage , abandonné à lui-même , trouvent une sorte de compensation dans leur propre nature. Nous l'avons vu (note première , page 81) toute opération nécessite une opération qui la balance ; car le bénéfice ne peut se faire que par le résultat de toutes deux. On reproche au vendeur par spéculation que son opération tend à diminuer le prix des effets qu'il trafique , & à augmenter leur masse apparente. Mais n'est-il pas également vrai que quand ce spéculateur rachète pour solder , il opère la hausse , diminue la masse apparente des effets , & absorbe ainsi le trop plein qu'il avoit occasionné ? Voilà pourquoi l'agiotage légalement permis en Hollande est complètement toléré en Angleterre , quoique pour d'autres raisons les loix l'y défendent. Aussi dans les tems ordinaires l'agiotage est-il très-moderé dans ces pays. Les joueurs attendent pour s'y livrer ces momens décisifs qui occasionnent des hausses ou des baisses importantes ; mais ces grandes révolutions sont rarement assez subites pour n'être pas plus ou moins aperçues avant d'arriver ; or , dans les pays qui jouissent de la liberté de la presse , tout ce qui s'apperoit est bientôt public. Une partie de l'effet de ces révolutions s'opère donc pour ainsi dire à l'avance , & les spéculateurs prudents peuvent éviter une partie de l'orage.

Il n'en est pas de même lorsqu'indépendamment des grandes causes de variations qu'amènent les événemens politiques , un simple arrêt du conseil arraché par l'importunité , ou obtenu par les argumens artificieux de l'agiotage , qu'on ne peut jamais combattre publiquement , dès qu'il a des protecteurs , ou s'exerce sur des

objets privilégiés ; fait intervenir l'autorité sous ses formes les plus tranchantes , pour dénaturer des milliers de marchés contractés sous la foi & la signature des parties , pour en changer les époques , pour en altérer les conditions , pour ruiner une des classes de joueurs afin d'enrichir l'autre. Sous un pareil régime la prudence & la sagacité dans les opérations sont sans vertu ; mais aussi une telle intervention est elle toujours une iniquité révoltante , & parfaitement propre à renverser toute espèce de crédit , bien loin qu'elle puisse jamais lui être utile. Cela est si évident , que je ne saurois croire à une erreur si grossière. On ne s'est pas trompé , on a voulu tromper.

(15) Qu'on réfléchisse un moment sur ce que coûte à la nation cette manie d'emprunter par des créations d'agens de change.

(16) La religion du Roi a même été surprise. On lui a dit qu'il s'agissoit de finances , d'objets du ressort d'une commission ; & les enquêtes qui eussent enfin porté la lumière dans le ténébreux dédale , appelé *circulation* , ont été suspendues.

[17] Un écrit qu'on a fait circuler sous le titre de *réflexion d'un citoyen sur l'agiotage & ses suites* , fait l'apologie de la caisse d'escompte , alors menacée d'un établissement en concurrence , & soutient qu'elle est utile à l'état , en ce qu'elle a réduit l'intérêt de l'argent à quatre pour cent , & procuré un débouché aux effets royaux.

La base de cette apologie porte sur un fait entièrement faux ; l'intérêt ne baisse pas , au contraire ; & quant aux effets royaux , il n'y a presque plus de capitalistes qui sachent les garder , tant les mouvemens de l'agiotage ont changé leurs habitudes.

Ce même écrit prétend que la caisse d'escompte est utile au public , & que les affaires des habitans de Paris ont quadruplé depuis dix ans. Autre fait absolument faux. La caisse d'escompte n'a rien établi que l'agiotage ; & quant aux affaires , on a vu pourquoi & comment elles sont augmentées.

Il n'est pas moins contraire à la vérité , que le crédit des banquiers de Paris pour la province , ait augmenté par la caisse d'escompte. Les banquiers de Paris sont devenus prêteurs sur gages d'effets publics , & la province n'en peut donner qu'en se livrant aussi à l'agiotage.

(18) J'observerai en passant , que la prévoyance ne paroît avoir été dans aucun cas , le caractère de l'administration de Mr. Necker. Il n'avoit pas prévu , par exem-

ple , qu'une caisse d'escompte pût exister à Paris. Il a même soutenu avec éclat l'opinion contraire , dans une assemblée générale de la Compagnie des Indes , en 1769 , où il prétendit que si jamais on avoit la folie de tenter un pareil établissement , on ne trouveroit pas à y employer quinze millions , & que le chomage & les pertes ne laisseroient pas quatre pour cent de dividende aux actionnaires.

Il n'a pas prévu , en 1778 , qu'en faisant entrer les banquiers dans l'administration de la caisse d'escompte , il dénatureroit l'établissement , & le convertiroit en un foyer d'agiotage.

Plus récemment encore , & depuis qu'il est dans la retraite , il n'a pas prévu , dans son long mémoire sur les monnoyes , qu'une refonte de l'or alloit devenir indispensable. Il paroît même avoir complètement ignoré que la valeur comparative des deux métaux étant dans un état de fluctuation continuelle , il étoit impossible que les changemens de prix dans les marchés , n'en apportassent pas dans la valeur relative des especes , de sorte qu'il a traité de l'or & de l'argent comme s'ils ne faisoient qu'une seule substance ; ce qui a rendu sa théorie non-seulement imparfaite , mais fautive sous beaucoup de rapports.

Celui qui pourroit éprouver du plaisir à relever les fautes d'un homme célèbre , trouveroit un vaste champ dans l'examen de tous les mémoires bigarrés qui composent les trois volumes intitulés : *De l'administration des finances de France*. Une chose qu'on est bien loin de penser , mais que je crois profondément vraie , c'est que M. Necker , digne d'une assez grande réputation comme écrivain , n'en mérite que bien peu comme homme d'état.

(19) Nous avons vu la caisse d'escompte docile en apparence aux intérêts personnels du Sr. le Couteux se prêter à une importation de piastres qu'en aucun sens elle ne devoit favoriser ; puisqu'indépendamment des autres conséquences , cette bizarre opération rendoit notre change défavorable avec l'étranger ; mais le véritable but de cette importation a-t-il été bien connu ? Est-on certain qu'elle ne se rapportât pas à l'agiotage , dont on s'efforçoit , dont on s'efforce encore d'accroître la matière , & aux secours qu'on se proposoit de lui donner ?

La caisse d'escompte est astreinte à ne répandre les billets que dans une certaine proportion avec le numéraire qui se trouve dans ses coffres , & ses bénéfices sont d'autant plus grands , que le nombre des billets qu'elle réussit à répandre , est plus considérable , puisque

ceux-ci , qui ne lui coûtent rien , rendent un intérêt de quatre & demi pour cent par an. Il lui convient donc de faire des sacrifices pour multiplier les billets ; & comment les multipliera-t-elle si ce n'est en rassemblant dans sa caisse tout le numéraire qu'elle pourra , puisque le numéraire est le générateur des billets dans la proportion d'un à trois & même à quatre ?

Or , pourquoi la caisse d'escompte n'auroit-elle pas aussi recours aux piastres d'Espagne , afin de remplir ses coffres d'écus ? Que lui importe si cette extraction déréglée , puisqu'elle n'est pas l'effet de la balance du commerce , cause une perte réelle à la nation par la baisse de son change avec l'étranger ? Cette perte , ce ne sont ni les actionnaires , ni les agioteurs qui la feront.

Mais , dira-t-on , ce désavantage du change fera sortir les écus de ses coffres à mesure qu'ils y entreront pour passer dans l'étranger ; ainsi le but de cette opération seroit manqué.

Point du tout ; car il est aussi aisé d'ordonner la marche de manière que l'écu sortant soit toujours remplacé par un nouveau produit de nouvelles piastres. Remarquer qu'on les paye avec des billets , & qu'on en répand le triple de la somme reçue. Que le tiers de cette triple somme de billets revienne à la caisse pour en retirer les écus produits par les piastres , les deux autres tiers n'en sont pas moins dans la circulation , & ils y resteront tant que la succession des convois de piastres espagnoles ne sera pas interrompue.

Fausse supposition , dira-t-on encore , car les piastres haufferoient en Espagne , & les écus de six livres coûteroient au Roi plus de six livres.

Je ne fais si la caisse d'escompte s'arrêteroit pour cet inconvénient. J'observe seulement que dans son but de favoriser l'agiotage , elle peut faire , & probablement elle fera , les sacrifices qui faciliteront l'émission de ces billets ; en un mot , je me contente de montrer ce que peuvent devenir , ce que deviendront infailliblement les intérêts généraux du commerce national entre les mains de la caisse d'escompte , dès qu'elle veut de grands bénéfices , & qu'à Paris les profits immodérés d'une banque de secours ne peuvent sortir que de l'agiotage.

[20] Il est presque incroyable qu'après mon livre sur la caisse d'escompte , les administrateurs de cet établissement aient pu persuader encore au gouvernement que les lettres de circulation sont les effets que doit escompter de préférence une banque de secours. Quel homme connaissant les affaires ne fait pas que ce sont précisément

ces sortes d'opérations qui ont ruiné successivement les banques d'Ecosse & tant d'autres.

Un particulier qui place à l'escompte des capitaux libres dont il est propriétaire, & que nul ne peut lui redemander, n'a sans doute autre chose à examiner que la solidité intrinsèque de la lettre-de-change, qu'à s'assurer qu'elle sera payée, si non à l'échéance, au moins tôt ou tard, & qu'il ne perdra ni capital ni intérêt. Mais cela ne suffit pas à une banque qui escompte avec l'argent d'autrui, pour lequel elle a fourni ses engagements payables à vue, & qu'on peut lui redemander, si non tout à la fois, du moins successivement & en peu de tems. Il faut à une telle banque des lettres-de change qu'elle soit sûre de voir rentrer à leur échéance, parce qu'elle ne peut jamais être certaine d'avance que sa position lui permettra de les renouveler.

Et non-seulement les lettres de circulation sont inutiles à une banque de secours dans un moment de crise, mais elles ne peuvent occasionner une crise qui sans ces lettres ne seroit jamais arrivée.

Quelle est en effet la cause principale & constante du crédit des banques quelconques? N'est-ce pas l'opinion générale qu'elles pourront payer à vue ceux de leurs engagements qui leur seront présentés? On sait bien qu'elles ne gardent pas la totalité de leurs fonds en caisse; mais on suppose, parce que le bon sens le veut, & qu'une loi expresse l'ordonne, qu'elles ont en espèces une proportion considérable des sommes qu'elles doivent, & que le reste est dans leur porte-feuille en effets à courte échéance qui rentrent journellement. Mais que l'opinion contraire s'établisse, que l'on en vienne à craindre que les espèces en caisse, taries par les premières demandes, il ne restera plus pour acquitter les billets non encore rentrés que les lettres de circulation qu'il faudroit attendre, & dont l'évènement prouveroit peut-être qu'elles ne sont pas toutes solides; ne voyez-vous pas que les billets vont rentrer à la banque & occasionner un discrédit qui la renversera? Ce n'est donc pas assez pour une caisse d'escompte que des lettres-de-change soient d'une rentrée certaine; il faut encore que cette rentrée soit certaine à l'échéance précise, stipulée dans les effets. L'exemple de la banque d'Ayr en Ecosse est à cet égard ce qu'on peut citer de plus incontestable & de plus frappant. Elle avoit escompté pour des sommes considérables des effets de circulation qui tous portoient sur des terres quittes & franches; ces effets étoient donc de la plus grande solidité intrinsèque, mais il falloit les renouvel-

ler à chaque échéance. Le public ne tarda pas à s'en apercevoir, & à conclure avec juste raison que cette banque ne pouvoit pas acquitter à vue les billets payables à vue qu'elle avoit mis dans la circulation, en échange de ses papiers pris à l'escompte, si on les lui présentoit en grande quantité. Bientôt chaque porteur voulut s'assurer de n'être pas exclus; on courut à la banque; elle fut forcée de suspendre ses payemens & de faire des sacrifices considérables pour emprunter l'argent dont elle avoit besoin. Au bout de quelques années, elle fut complètement liquidée; mais les actionnaires firent une perte immense, & la banque ne tenta pas même de se relever.

[21] Il le faut d'autant plus qu'on ne peut à Paris comme à Londres, compter sur l'esprit public qui dirige & soutient presque de lui-même une banque. Londres, port de mer, Londres le premier entrepôt naturel de la nation la plus commerçante qui soit sur la terre; Londres, dont les habitans ont le spectacle journalier des mouvemens du grand commerce; Londres n'a pu que recevoir & conserver ses goûts, ses principes & son esprit. Il a influé sur toutes les pensées, sur toutes les actions, sur la manière de voir, d'appliquer toutes choses dans cette métropole du monde commerçant, parce que les habitudes nées de l'éducation dominant en général les goûts, les opinions, les déterminations des hommes. Remarquons d'ailleurs que cet esprit de commerce devoit avoir à Londres une influence d'autant plus puissante qu'il reçoit des constitutions libres une très-grande énergie.

A Londres, une banque pouvoit donc difficilement sortir du domaine du commerce. Favorisée dans son établissement par un prince corrompu, la banque d'Angleterre fut d'abord envisagée peut-être comme une ressource utile à ses prodigalités; mais les nombreux & vrais négocians dont Londres étoit peuplée, firent bientôt prévaloir leurs intérêts, leurs besoins, leurs combinaisons, & depuis l'établissement de cette banque qui mérite le premier rang entre toutes, elle n'a pas cessé d'être gouvernée par l'influence du commerce & de l'esprit public qui le seconde. Aussi l'Angleterre lui doit, je ne dirai pas sa prospérité; ce calcul est trop profond pour trouver place ici; mais de n'avoir pas été renversée par les grandes choses qu'ose tenter l'esprit républicain.

Il n'en est pas de même à Paris. Il ne peut pas en être de même. Le François le plus jaloux de la gloire de cette capitale diroit-il qu'elle ne ressemble en rien à ce qu'on entend par une place de commerce? &c. &c.

[22] Je dis *rapidement*, non-seulement parce que plus de détails s'éloigneroient de mon plan, mais, & sur-tout parce que Mr. de la Cretelle a presque tout dit sur ce sujet important dans son *Mémoire pour les fabricans*, &c. Jamais la censure ne fut embellie de plus de graces, & la raison fécondée d'un plus grand talent. Je ne connois pas un écrivain qui puisse être utile, & qui mérite mieux d'être encouragé à s'occuper des grandes réformes que sollicite le bien public.

[23] C'est actuellement que les hommes de sang-froid peuvent décider si j'avois raison de dire qu'il importoit à l'établissement de MM. Perrier que le prix de l'action restât modéré, afin que les nouvelles avances indispensablement nécessaires, pour atteindre à des profits solides & durables fussent plus aisément accordées par les actionnaires; que les marchands d'actions vouloient au contraire moissonner en un instant, & aux dépens des duppes, les espérances d'un siècle; que pour parvenir à cette moisson, ils exagéroient ces espérances, & faisoient croire qu'ils donnoient un trésor inépuisable, au prix de ce qu'il en coûtoit seulement pour l'ouvrir. Telle est la ruse des agioteurs; & voilà tout ce que j'ai combattu, tant que par des provocations insolentes, des menaces tyranniques, on ne m'a pas ordonné de développer mon ame & mon courage.

Mais veut-on bien juger des motifs qui ont excité cette fermentation ridicule, dont j'ai presque été la victime? Qu'on pèse le fait suivant.

Il a paru, quelques mois avant mon travail sur la compagnie des eaux *un projet de distribution générale d'eau pure & salubre dans Paris* (*). C'est sous les yeux du gouvernement, c'est à Paris, c'est avec la permission de Mr. le Garde des Sceaux, qu'il a été imprimé. Dans ce mémoire, l'entreprise de Mr. Perrier est infiniment maltraitée. On y décrit en général l'usage des pompes à feu, pour abreuver les grandes villes. On y persifle en particulier l'absurde projet de porter de l'eau dans toutes les maisons de Paris, ou même dans leur plus grande partie. On y entre dans des discussions très-approfondies sur l'insalubrité des eaux que peut fournir tout établissement situé au-dessous de Paris, & l'on y promet à cet égard des démonstrations de la dernière évidence, & si l'on parvient à obtenir la permission de les publier. . . . Eh bien! personne ne s'est

(*) Projet d'un pont & d'une machine hydraulique, pour une distribution générale d'eau pure & salubre dans Paris, par Mr. de Forge, &c. &c. &c.

plaint, personne n'a réclamé, personne n'a soutenu que Mr. de Forge fût un mauvais citoyen, & son mémoire un écrit répréhensible. Pour moi, je suis tout cela, & ce n'étoient pas moins que des punitions très-sévères que l'on me préparoit pour avoir manifesté l'opinion que le prix donné par l'agiotage aux actions des eaux de Paris n'est pas le prix donné par le calcul & la raison... Pourquoi, dans une même cause un traitement si différent?... Pourquoi?... C'est que Mr. de Forge n'a attaqué que l'eau, l'entreprise, les moyens, l'exécution, le produit; & que je n'avois attaqué, moi, que l'agiotage qui s'exerce sur les actions des pompes à feu..... C'est que ceux dont on les tenoit à la cour à des prix d'agioteurs, & qui vouloient en même tems passer à la ville pour faire la guerre à l'agiotage, se trouvoient dans un embarras assez vif, à l'apparition d'un ouvrage qui mettoit ces actions à leur juste valeur, puisqu'ils s'étoient rendus en quelque sorte comptables de leurs succès.

[24] J'ai dans les mains un pamphlet espagnol, où il n'est pas question de moins que d'organiser la banque de St. Charles, de manière à devenir la chambre d'assurance unique du commerce maritime de toutes les nations du monde. Ce projet est très-propre à réussir sur la bourse de Paris, quand Mr. Barroud jugera convenable de le prôner. Eh! ne nous persuadera-t-on pas, si on l'entreprend, que cette chambre qui doit, pour réussir, assurer à bon marché, possède le secret de conjurer ou de calmer les tempêtes?

[25] En effet, ceux-ci ont envoyé à la banque espagnole un long & lourd mémoire pour prouver qu'il falloit bien se garder de fuir, pour les dividendes, l'état vrai des affaires de la banque, mais l'état vrai de l'agiotage à Paris, où les actions de St. Charles ont besoin d'être soutenues. Ce mémoire est le résultat d'un conseil de banquiers-patriotes tenu à Paris, & que les dé-mêlés du trésor royal d'Espagne avec la banque, & plus encore les plaintes générales du commerce espagnol contre cet établissement alarmoient sur sa véritable situation. Les auteurs de ce mémoire ont soin d'y faire observer qu'ils ne sont pas des joueurs, mais d'honnêtes capitalistes, qui, pleins de confiance dans les profondes lumières des directeurs de la banque, dans la fidélité du gouvernement espagnol envers les étrangers, ont placé leur argent dans les actions de St. Charles, comme dans un dépôt également sûr & utile. Et dans cette qualité d'honnêtes capitalistes, dont il est impossible de douter, comme on voit, ils tendent la main, pour qu'on leur donne un dividende qui ne décrédite pas l'action.

Mes informations , & jusqu'ici elles ne m'ont pas trompé , m'apprennent que les directeurs ne pouvant point donner de dividendes , à cause de la publicité du mauvais état de leurs affaires , en avoient cependant résolu un de vingt-cinq livres , c'est-à-dire , de cinq pour cent sur le prix originaire de l'action , & que le mémoire du Sénat Parisien l'a fait porter à trente-cinq livres , dont vingt-cinq devoient être payées , & ne le sont pas encore , & dix livres ne pourront être demandées qu'en Juillet prochain.

Au reste , je crois le fait de la mauvaise situation de la banque de St. Charles assez prouvé par le défaut de publication du compte rendu , si même il y en a eu un quelconque dans la dernière assemblée générale. Messieurs les directeurs , depuis la publication du *Tableau raisonné de l'état actuel de leur banque* , ne hasarderont pas si facilement leurs chiffres. Je fais que le charlatan Cabarrus a beaucoup & long-tems parlé dans cette assemblée ; les gazettes retentissent des éloges qu'il a soudoyés. Ce grand homme a , dit-on , passé modestement dans une chambre voisine au bruit des cris tumultueux , qui demandoient pour lui de magnifiques récompenses. Si l'on croit bonnement que la conviction de ses grands services , de ses vastes lumières , causoient ces acclamations , j'apprends au public que c'étoit l'agiotage parisien dans toute sa pureté & son énergie. Vingt-cinq actions donnent droit de suffrage dans l'auguste assemblée de St. Charles , & les étrangers peuvent y voter par procurations. Les procurations françoises , & cerres il pouvoit y en avoir assez pour remplir les rues de Madrid de votans , ont donc , graces aux soins de Cabarrus & de ses amis , peuplé l'assemblée de ces louangeurs par commission , dont les charlatans ne négligèrent jamais la ressource. Ce manége , joint à quelque autre pour exclure les vrais actionnaires , ou en diminuer le nombre , a tellement été prévu à Madrid , que quelques personnes du parti de l'opposition se sont pourvues d'un ordre du Roi pour qu'on les laissât parler. Quoiqu'elles n'aient pas été écoutées , les succès de Cabarrus sont cependant encore suspendus , & le Roi n'a pas fait connoître son intention sur les récompenses qu'on lui demande pour l'illustre adepte.

On sent maintenant le but de ces battemens de mains qui ont si plaisamment accompagné une diminution sensible de dividende. Il s'agissoit d'occasionner une hausse à Paris sur les actions de St. Charles. Mais l'abbé d'Espagne a été plus expéditif. Il a vu dans ces actions un moyen de se procurer de l'argent. Il les a achetées très-

cher à terme , & les a revendues très-bon marché comptant , pour secourir son accaparement des actions des Indes.

Je demande pardon au lecteur de me traîner sur ces détails fangeux , mais ils sont les pièces justificatives de l'histoire de l'agiotage , & peut-on trop montrer qu'il est infiniment important de prendre un parti ferme & décisif contre les actions de la banque de St. Charles ?

[26] Un fait parfaitement sûr , que mes informations très-actives & très-scrupuleuses confirment chaque jour , & qui mérite l'attention la plus sévère , c'est que l'argent arrive de plus en plus des provinces sans paroître plus abondant , vu le plus haut prix qu'on en donne dans la capitale. Les courtiers ramassent par-tout l'argent du commerce , des ateliers , &c. &c. Les intérêts , les sûretés qu'ils offrent jettent du mépris sur les bénéfices ordinaires. Les Genevois , sur-tout , viennent en foule faire la guerre à notre argent ; ces mêmes Genevois qui ont compromis dans toute l'Europe notre gouvernement par les actes qu'ils en ont obtenus en faveur de leur avilissante aristocratie. Après avoir essayé de nous déshonorer , ils s'évertuent par nous dépouiller.

La corruption de la banque est à son dernier période. Le prix de l'argent est comme réglé pour son plus bas prix à un pour cent par mois ; & ce qu'il y a d'inconcevable , c'est qu'on parle de la durée de ce délire comme d'un état devenu naturel. J'apprends pendant l'impression , que le samedi vingt-quatre Février l'Abbé d'Espagnac a conclu un emprunt de quatorze millions en billets de celui de cent vingt-cinq millions , à neuf pour cent de bénéfice , payable en Décembre , & cautionné par des actions des Indes à 1400 livres. Cet emprunt revendu à quatre pour cent , coûte , en y comprenant les frais de négociations , dix-huit pour cent par an. Les prêts pour de plus courts termes sont plus chers. En un mot , l'industrie des gens à argent est de recueillir par l'usure les pertes que les joueurs font entre eux. Ce sont des cartes à un louis le jeu.

[27] Il faut craindre aussi que tous les genres de fiouteries ne s'y introduisent. Le Roi a révoqué le privilège du doublage des vaisseaux , parce qu'il a donné lieu à de fausses lettres-de-change , peut-être à de fausses actions. Et qu'est-ce que ce mal en comparaison de cette fureur générale pour l'industrie des agioteurs ? Mais , peut-on douter que tous ces crimes de foux ne reparoissent ? Cette prodigieuse circulation de lettres - de - change , d'effets royaux , d'actions ou de billets au porteur ne facilite-t-elle

pas

pas toutes ces contrefactions ? Quand on conclut une foule d'affaires dans lesquelles on livre d'un côté des paquets d'actions, & de l'autre des paquets de billets de caisse, quand ces affaires ou ces échanges se font avec une rapidité nécessaire, vu leur multitude, comment veut-on que le faux ne s'y glisse pas ?

[28] C'est ce qu'on a fait par de prétendues loix (*) & des commissions extraordinaires, au mépris des ordonnances les plus précises & des tribunaux. Du moment où l'on vouloit troubler l'exécution des marchés légitimes, parfaitement clairs, & non susceptibles de contestation, il falloit une commission soustraite à l'empire des tribunaux, destinée à servir de pavois à la plus odieuse partialité ; une commission qui, ne tenant à aucuns principes, pût exercer un pouvoir arbitraire selon les personnes & non pas selon les conventions. Des commissaires ont osé prononcer la nullité d'engagemens librement contractés entre majeurs, sans lettres de rescision entérinées ! Un arrêt du conseil a condamné à la nullité tous les engagemens dont les porteurs ne réclameraient pas l'intervention de ces commissaires ! la bonne foi est devenue dans leurs mains, un moyen de nullité. Il a fallu pour leur complaire, plaider sans procès, s'injurier sans haine, contester sans contradicteur ! Et c'est à colorer tant de dispositions odieuses qu'on a prostitué de l'esprit, du style, & ce qui fait frémir, le nom auguste du législateur ! C'est cet amas monstrueux d'iniques absurdités qu'ont encensé des plumes mercenaires qui savent se vendre, & ne savent pas même louer.

Mais, a-t-on dit, *c'a été une leçon pour l'imprudence*, & d'ailleurs, ceux-là même qui ont pu se trouver embarrassés par l'exécution de ces loix, par les jugemens de ces commissions, ont trouvé dans la liquidation générale la fin de leurs embarras.

Je ne discuterai point ici ce que ces embarras ont eu d'illusoire ou de réels, d'artificiels ou de conformes à la nature des choses. Mais, quoi ! a-t-on pu compter sur ces leçons pour l'imprudence, quand elle avoit droit de dire : *Il n'en est arrivé ainsi que parce qu'on a changé*

(*) Il est question j^o, note de la page 53 de l'Arrêt du Conseil du 24 Janvier, qui déclare nuls les marchés de primes, concernant les dividendes, &c. &c. de celui du 7 Août suivant, qui renouvelle les ordonnances & réglemens concernant la bourse, & proscriit les négociations abusives ; enfin, & sur-tout celui du 2 Octobre de la même année, qui porte nomination de commissaires par la liquidation des marchés à termes, & compromis d'états royaux, ou autres quelconques.

malgré-moi la nature de mes marchés , & introduit dans les choses des circonstances auxquelles je ne pouvois pas m'attendre ? Cette manière de liquider des marchés , quand elle auroit vraiment quelque efficace , seroit-elle donc morale ou politique ? De même qu'on a créé un tribunal de trois maîtres des requêtes , c'est-à-dire , de Juges tout-à-fait étrangers à cette sorte d'affaires , pour soustraire les intérêts & les contestations nés dans l'agiotage , aux juges , aux gardiens naturels du commerce , que n'a-t-on proposé au Roi d'ériger une commission de trois banquiers , pour dépouiller les tribunaux de la connoissance de tous les procès féodaux , ou de substitution , par exemple , sous prétexte d'en diminuer la masse , de les arbitrer , & sur-tout d'en accélérer le dénouement ? Certes , tous les procès du royaume seroient bientôt arrangés ainsi , les plaideurs se concilieroient à l'envi ; tout se résoudroit en compensation ; & celui qui auroit fait l'arrêt , en vertu duquel seroient nommés les commissaires , pourroit se vanter d'avoir en peu de momens purgé la France d'un des plus cruels fléaux qui la ravagent. Mais , croyez-vous qu'à l'aide de ces compensations qu'auroit hâté la terreur des commissaires , les propriétés seroient plus sacrées , la liberté plus intacte , la morale mieux en honneur , l'autorité plus chérie , la confiance plus cimentée ?

Cette commission qu'on nous vante n'a été qu'un tribunal arbitraire de la plus nouvelle comme de la plus dangereuse espèce , (dans les autres tribunaux , l'arbitraire , s'il en existe par le défaut de la législation , se décore au moins de la fonction de réparateur des torts , de vengeur de l'innocence ; ici les commissaires n'ont pu donner suite aux arrêts du conseil dont ils tenoient leur existence , qu'en déclarant tacitement qu'ils ne siègeroient que pour soutenir & pour aider quiconque ne voudroit pas remplir ses engagements , ou quiconque ne pouvant pas les remplir , voudroit cependant échapper aux formes légales , établies pour la sûreté publique , & que doivent revêtir les hommes malheureux & les choses qui , par leur infortune , cessent de leur appartenir) au lieu de guérir , elle n'a que promené le mal çà & là , & substitué une playe à une autre.

Et comment auroit-elle fait autre chose ? Quand l'impartialité la plus entière eût été religieusement observée , ce qui étoit impossible sous la prépondérance perpétuelle d'un banquier joueur , ami des joueurs , prêteur aux joueurs , auteur du commerce de Saint-Charles , cette commission fatale n'établissoit-elle donc pas une contention là où elle ne pouvoit ni ne devoit se trou-

ver ? Un ange même ne peut que faire du mal , quand sa mission est d'apporter la guerre , & telle est la fonction que l'on avoit conférée aux commissaires. C'est avec le glaive du despotisme qu'ils ont été appelés à porter le calme là où la nature des choses ramenoit seule l'ordre & la paix.

Voulez-vous en un mot apprécier ce qu'ils ont fait ? Jetez les yeux sur la banque fatiguée par le mouvement inattendu d'inutiles arrêts , dégradée par une inquisition tyrannique sous les yeux de commissaires qui n'entendent ni ses affaires , ni ses intérêts ; humiliée des secours qu'ils ont prodigués à la mauvaise foi , autant qu'à l'imprudence ; honteuse de n'avoir eu aucun honneur de corps , aucun sentiment de générosité , de bienveillance , de confraternité à opposer à tant d'iniquités téméraires ; avilie , traînée dans la fange par le mépris de la foi du commerce , de la religion des contrats que la plupart de ses membres ont presque avoué , par le régime de l'ignorance qui sacrifie à quelques désordres passagers & circonscrits , toutes les règles , toutes les maximes , tous les principes , sans lesquels le commerce & le trafic ne sont que filouterie , & brigandages ; & pour comble d'humiliation & de flétrissure , contrainte d'endurer à ce tribunal odieux la présence , j'ai presque dit la présidence de l'homme qui devoit en être écarté avec le plus de soin , de ce le Couteulx de la Noraye , patron de la banque de St. Charles , chef , confident , soutien des joueurs à la hausse , autrefois solliciteur trop fameux de l'arrêt rétroactif du 24 Janvier 1785 ; aujourd'hui commissaire bienveillant pour défendre , servir , sanctionner la mauvaise foi & toujours prêt à se montrer par-tout où il a l'espoir de déshonorer par ses préceptes , ou son exemple , le commerce & les commerçans.... Voilà l'oracle , la lumière , l'organe des commissaires pour la liquidation des marchés à terme : comment les banquiers de Paris , qu'on leur a si despotiquement soumis , lèveront-ils désormais une tête noble & respectable entre les nations ?

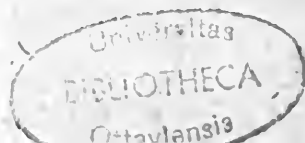
[29] On peut ajouter que la même désunion qui existe de province à province se trouve dans l'intérieur de celles qui ont une ébauche , ou quelque reste de constitution , des assemblées , une sorte de vœu public. Composées d'ordres dont les prétentions sont très-diverses , & les intérêts très-séparés les uns des autres & de celui de la nation , elles sont très-loin de retirer de leurs états tout le bien qui devoit en découler , & même ces demi-biens locaux sont peut-être un mal , parce que les

pays qui en jouissent en sentent moins la nécessité d'une réforme.

[30] Comment la somme des impositions ne portant que sur une portion de revenus, ne paroîtroit-elle & ne deviendroît-elle pas en effet intolérable au plus grand nombre des contribuables ? Elle pourra être accrue, dès qu'on la répartira sur tous les revenus des citoyens ; dès que l'indignation publique aura fait disparaître ces prétentions que l'avarice a couvertes du manteau de la vanité, & qui ont principalement induit le gouvernement à établir une multitude d'impôts sur tous les genres de commerce & de consommation ; comme si ces taxes incomplètes & vicieuses dans leur perception & dans leurs effets, ne détruisoient pas & n'empêchoient pas de naître infiniment plus de richesses qu'elles ne produisent au roi, ou même à ceux qu'il charge de leur recouvrement !

Les privilégiés eux-mêmes, lorsque la connoissance des faits aura confirmé la théorie, lorsque la discussion ne rencontrera plus d'obstacles, sentiront qu'une contribution proportionnée à leur richesse leur sera moins onéreuse que les impôts indirects, dès que les dépenses, les jouissances, le travail, le commerce, l'agriculture seront libres & florissans, (puisqu'ils sont propriétaires de la plus forte partie des terres & des récoltes, de la plus grande somme des revenus, & chargés par la nature des choses de la part la plus considérable des faux frais de toute espèce que ces formes d'impositions nécessitent) & qu'ainsi l'on ne pourroit, sans une lâche absurdité, faire valoir des prétentions scandaleuses qu'aussi bien nulle puissance réelle ne soutient plus, ni se targuer de sa dignité pour refuser des rétributions régulières à la patrie, comme si la plus grande dignité n'étoit pas à qui la servira le mieux ! comme si les ordres supérieurs de l'état devoient ambitionner autre chose que des distinctions honorables, & non exemptions en matière d'argent, avilissantes aux yeux de la raison & du patriotisme pour ceux qui les réclament, humiliantes aux yeux des préjugés & de la vanité pour ceux qui en sont exclus ; onéreuses pour tous par la diminution de richesses, & des moyens de les faire naître !

Fin des Notes.





**La Bibliothèque
Université d'Ottawa
Échéance**

**The Library
University of Ottawa
Date due**

--	--	--	--

20



a39003



009542738b

X

